

# L'indépassable féminité

## La mise en récit des femmes en campagne

Delphine Dulong (Université Versailles St-Quentin, CARPO)  
Frédérique Matonti (Université de Nantes, LSS-Ulm)

Communication aux journées d'études  
« La mobilisation électorale municipale : Permanences et mutations »  
Lille, 10 et 11 Janvier 2002  
(version provisoire à ne pas diffuser)

À la lecture des articles de la presse généraliste et féminine, on ne peut qu'être frappé par l'attention systématique prêtée au corps – conformation, hexis, et traitements intentionnels, pour reprendre la distinction de Pierre Bourdieu<sup>1</sup> – des femmes politiques. Ainsi, n'y en a-t-il guère qui ne fassent une allusion à leur taille, leur coiffure, leurs vêtements..., voire à leur élégance ou à leur inélégance. De même, lorsqu'articles et interviews abordent les activités extra-professionnelles des femmes politiques, celles-ci relèvent toutes des rôles traditionnellement dévolus aux femmes en général : maternité et éducation des enfants, tâches ménagères, voire organisation des loisirs et entretien des réseaux de sociabilité. Cette inertie des représentations mais aussi des présentations de soi, quels que soient les supports de presse, invite à poser un certain nombre de questions : les femmes politiques sont-elles définitivement assignées à leurs qualités supposées et à leurs rôles qui demeurent alors autant de stigmates ? Ou, inversement, ces femmes, en acceptant de mettre en avant leur « féminité », conformément à certaines justifications de la parité, travaillent-elles au contraire à retourner ce stigmate ? Pour le dire plus clairement encore, les femmes politiques sont-elles condamnées à être femmes ou peuvent-elles au contraire faire de leur genre un atout en politique ?

Répondre à cette question oblige à élucider les conditions de possibilités de ces discours. Pour les analyser et comprendre cette focalisation sur les rôles et les attributs féminins, nous reprendrons le modèle utilisé par Érik Neveu d'une « configuration à trois pôles »<sup>2</sup> – journalistes, personnel politique, « opinion publique », troisième pôle « largement agi, instrumentalisé » par les deux premiers – modèle destiné entre autres à rappeler que le résultat final – le papier, l'émission – est le produit d'interdépendances entre ces acteurs et non de stratégies maîtrisées. Complétant ce modèle de la problématique élaborée par Goffman pour les images publicitaires dans « La ritualisation de la féminité »<sup>3</sup>, nous analyserons ces articles non pas seulement comme un dévoilement des « stéréotypes entretenus par » les journalistes et les professionnel(le)s de la politique ou comme des instruments d'imposition d'une bonne représentation des genres et des rapports entre les genres mais aussi comme des révélateurs de « la distribution des rôles sexuels » dans l'univers politique. En cela, nous ne ferons que reprendre l'intuition de Goffman selon laquelle :

« Les publicitaires ne sont pas seuls à avoir recours à ce genre de méthodes. Les gouvernements et les organismes à but non lucratif les emploient également pour faire passer leurs messages dans la presse ou par voie d'affiches; et les groupes d'extrême-

---

<sup>1</sup> Pierre Bourdieu, « Remarques provisoires sur la perception sociale du corps », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n° 16, avril 1977,

<sup>2</sup> Érik Neveu, « Des questions "jamais entendues". Crise et renouvellements du journalisme politique à la télévision », *Politix*, n°37, 1997, p. 26.

<sup>3</sup> « La ritualisation de la féminité » in Erving Goffman, *Les moments et leurs hommes*. Textes recueillis et présentés par Yves Winkin, Paris, Seuil/Minuit, 1988.

gauche et les personnes privées dont la photographie est le passe-temps ou la vocation ne font pas autrement »<sup>4</sup>.

### *De l'inertie des représentations journalistiques des femmes en politique au retournement du stigmat*

La première chose qu'il convient de noter, c'est, comme on l'a déjà indiqué, l'inertie historique de la représentation des femmes politiques dans la presse. Alors que l'on aurait pu penser que l'application de la loi relative à la Parité était susceptible de changer le regard porté sur les femmes en politique, les représentations archétypiques inscrites dans le *common sens of social structure* restent en fait très prégnantes dans les articles qui leur sont consacrés. Au point que l'analyse ne peut ici que reproduire les résultats publiés dans les enquêtes précédentes sur la représentation des femmes en politique<sup>5</sup>.

En 2001 comme auparavant, les candidates sont ainsi toujours ramenées à la singularité de leur condition de femmes. Cette singularité s'exprime notamment au travers du « ton » employé par les journalistes, qui est beaucoup plus familier quand il s'agit de dresser le portrait d'une candidate que d'un candidat. Leur nom de famille, d'ailleurs, disparaît fréquemment au profit du seul prénom (alors que l'usage du seul nom de famille est beaucoup plus courant dans les articles consacrés aux hommes). Mais si le nom de famille disparaît souvent, la famille, elle, est en revanche omniprésente : mari, père, conjoint, etc., les candidates sont presque toujours flanquées d'un homme et de leurs enfants lorsqu'elles en ont. Comme si la représentation de leur rôle politique était indissociable de leurs rôles privés. Enfin, et surtout, leur corps — ce corps qui est au coeur de la construction sociale de la féminité — est central dans la représentation de ces femmes<sup>6</sup>. Il n'y a guère en effet de portraits de candidates qui ne fassent allusion à leur taille, leurs yeux, leur sourire, leur coiffure, leurs vêtements. Autant d'éléments qui n'apparaissent que rarement dans les portraits d'hommes politiques. Bien plus, ce qui n'est que détails anodins pour les hommes prend souvent « la place des commentaires sur leurs opinions politiques »<sup>7</sup> dans les portraits de femmes.

On peut illustrer cela à travers deux exemples de candidates en tout point comparables. Le premier est celui de Roxane Decorte, candidate RPF dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à qui *Libération* consacre un article intitulé « Roxane, son XVIII<sup>e</sup>, sa Mamie et son Séguin » : « Roxane c'est d'abord un prénom. Comme Xavière... Dans cette rue, elle montre l'immeuble de sa « Mamie pour qui elle fait les courses. Là, c'est celui de son arrière grand-mère pour qui elle va aussi au supermarché. Bonne fille donc. Et puis un peu plus loin, rue des Roses, c'est chez elle. [...] Pantalon chic, veste, chaussures modes, fond de teint et sac à main à la Bernadette Chirac... »<sup>8</sup>. Le second exemple est celui de Clémentine Autain, candidate de la Gauche plurielle dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris, présentée comme « La petite fille des Batignolles » dans un article de *L'Humanité* qui commence ainsi : « Cheveux blonds et courts, regard bleu. Pour certains, cette jeune femme de 27 ans incarne le

<sup>4</sup> Erving Goffman, « La ritualisation de la féminité », loc. cit. p. 159.

<sup>5</sup> . Sur ce point, voir notamment Sineau (Mariette), *Des femmes en politique*, Paris, Economica, 1988 ; et Freedman (Jane), *Femmes politiques. Mythes et symboles*, Paris, L'Harmattan, 1997, ouvrage qui porte plus précisément sur les représentations journalistiques des femmes politiques.

<sup>6</sup> . Cette attention portée au corps des candidates se retrouve jusque dans les jeux de mots qu'affectionnent les journalistes. Ainsi, Martine Aubry « a la nuque raide » (*La Croix*, 23/10/00), Fabienne Keller « veut en quelque sorte incarner l'image d'un maire au foyer » (*Les Echos*, 19/01/01) et l'« on raconte à Strasbourg que Keller a de grandes jambes et Trautman le bras long » (*Le Figaro*, 19/2/01), etc.

<sup>7</sup> . Freedman (Jane), *Femmes politiques*, op. cit., p. 85.

<sup>8</sup> . *Libération*, 01/10/2001.

renouveau du féminisme. [...] Une maman comédienne [...] un papa chanteur, Yves Dautin, et une tante réalisatrice, on ne peut qu'être attiré par une carrière artistique. [...] Mais Clémentine choisit le militantisme à gauche. Un autre trait de caractère de la famille »<sup>9</sup>.

On aurait tort cependant de penser que ce traitement sexué varie en fonction du capital politique des candidates. S'il est vrai que « les modalités d'expression du genre sont sous la dépendance des positions sociales des personnes »<sup>10</sup>, les candidates les plus dotées en ressources politiques n'échappent ici pas moins que les autres à ces représentations. Au contraire même : dans la mesure où elles attirent davantage l'attention des journalistes, leurs portraits occupent plus de place dans la surface rédactionnelle des journaux et sont du coup plus riches en stéréotypes. C'est ainsi que plus la taille de l'article consacré à une femme politique est importante *dans la presse généraliste*, plus les allusions à sa condition de femme tendent à augmenter – à l'exception toutefois de Martine Aubry et Dominique Voynet pour qui ces allusions sont moins nombreuses et n'augmentent pas avec la taille de l'article.

À l'analyse, ces rappels au corps et aux rôles privés peuvent se comprendre comme autant de rappels à l'ordre social des rapports de sexe. La famille rappelle ainsi que les candidates sont avant tout des mères, des épouses, ou des filles. Et quand elles sortent de ces rôles privés pour endosser un rôle politique, ce n'est souvent qu'accompagnées et soutenues par des hommes. Et encore, ces sorties n'en sont-elles pas toujours, car tout, dans la représentation de leur campagne, semble en fait les ramener à leur intimité privée. En lisant la presse généraliste, on apprend ainsi que le mari de Catherine Trautman « qui est son premier supporter, ne manque pas d'apostropher les intervenants trop incisifs à son goût » (*Le Figaro*, 19/2/01). De même, lorsque Marylise Lebranchu fait campagne dans sa ville natale de Morlaix, son parcours semble inévitablement la conduire à son intérieur : « Marylise à Morlaix c'est aussi un voyage dans le temps, un retour sur la vie normale d'un jeune couple normal ... Jean, c'est son psychiatre de mari... trois enfants, une bande de copains le samedi, une vie de militante associative ... Comme par hasard, le porte-à-porte de campagne la mène à son ancienne maison, pour saluer les nouveaux propriétaires et s'extasier : « Oh, vous n'avez pas changé le papier peint de l'escalier ! » (*Libération*, 26/2/01). Quant à Bernadette Chirac, « la femme du président ... celle que son mari appelle la tortue pour sa ténacité et sa lenteur... » (*Le Figaro*, 28/2/01), elle voit son engagement politique réduit à son engagement amoureux : « Car c'est d'abord cela, l'histoire de Bernadette Chirac : le parcours solitaire d'une femme qui n'a cessé de se battre, depuis leur mariage, le 4 mars 1958, pour être reconnue de son mari...(*id.*) ». Dans certains cas, cependant, le mari disparaît au profit du père (spirituel ou biologique). Martine Aubry est ainsi présentée comme « la protégée de l'actuel maire de la ville ... » (*La Croix*, 23/10/00) ; et les titres-à-candidater de Fabienne Keller se mesurent avant tout à l'aune des lettres de noblesses de son père qu'elle est d'ailleurs la première à invoquer : « Grâce à mon père, Eugène Greismar, j'ai une haute opinion de la politique, raconte Fabienne Keller, qui se livre peu. Ancien déporté, premier adjoint au maire de Sélestat, ce gaulliste disparu l'an passé l'emmène toute petite aux manifestations officielles... Élève à Polytechnique – où elle rencontre son futur mari et père de ses deux enfants... c'est son père qui la présentera à un ami de longue date... En retour, la fille du gaulliste adhère à l'UDF » (*Le Figaro*, 19/2/01).

Quant à l'attention toute particulière qui est portée à l'hexis et aux vêtements de ces mêmes candidates, celle-ci sert plus que tout autre chose à objectiver leur position sociale et politique : « En 1996, alors que leur fille, Claude, assistait en blouson de cuir, à une réunion du Dalai Lama, Mme Chirac, coiffée d'une mantille noire accompagnait le Président au Vatican ... dans son tailleur bleu marine à rayures un peu étriqué, un drôle de petit sac en lézard multicolore se balançant sur sa hanche, elle attaque de ses talons aiguilles de satin noir le pavé de la rue de Paris » (*Le Figaro*, 28/2/01). Dans le même temps, cette focalisation nous signale la difficulté pour ces femmes, souvent figurées de plus en éternelles mineures, à

<sup>9</sup> . *L'Humanité*, 15/12/2000.

<sup>10</sup> . Comme l'a montré en effet A. Durand-Delvigne à partir d'un ensemble d'expériences, plus leur statut professionnel est élevé, moins les femmes ont tendance à mobiliser les catégories féminines dans l'expression de soi (cf. « Pouvoir et genre », in *La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, Paris, La Découverte, 1995, p.453-456).

investir sur le mode du cela-va-de-soi un rôle politique qui n'a rien de naturel pour elles : « Elle est comme ça Fabienne Keller ! Rigoureuse. C'est d'ailleurs en faisant preuve d'un esprit de sérieux et de méthode redoutable qu'à 41 ans, avec son allure sage et sa voix chevrotante, elle vient de décrocher le fauteuil de maire de Strasbourg... Tailleur et chemisier stricts, contrastant avec une coiffure parfois rebelle, elle s'y fait remarquer rapidement, impose son style encore timide ponctué d'incessantes interventions sur les dossiers économiques, elle gravit les échelons .... Opportuniste, rapide à analyser la situation ... Encore une fois, elle se révèle la plus subtile ... Toute de rigueur alsacienne, Fabienne Keller, à force d'arpenter les cages d'escalier et de multiplier les réunions Tupperware... » (*Le Point*, 23/3/2001) ; « La blonde Elizabeth Guigou » (*Le Nouvel Observateur*, 22/2/01) « force la voix qu'elle a douce...tailleur gris petite écharpe gris clair...Elle a le contact facile, serre les mains embrasse volontiers, trois fois, à l'Avignonnaise, et paraît y prendre un vrai plaisir »(*Le Nouvel Observateur*, 22/2/01) ; « Tout en s'exclamant, elle [Marylise Lebranchu] n'arrête pas de bouger, pose ses coudes sur la table, appuie le menton dans les mains, un peu comme une ado. Elle voûte son dos, s'étire, regarde par derrière la mèche... » (*Libération*, 26/2/01) ;

On le voit, la mise en récit des campagnes menées par des femmes dans la presse généraliste passe par une description de leur apparence physique et de leur vie privée qui prend une place beaucoup plus importante que dans les articles consacrés aux hommes. L'identité politique des candidats, autrement dit, est davantage sexuée chez les femmes que chez les hommes qui, dans l'ensemble, restent un groupe largement asexué dans les récits de la presse généraliste.

Mais plus intéressant est de noter que cette représentation distinctive des candidates semble plus particulièrement véhiculée par des femmes, journalistes ou candidates. On n'a trop peu souvent souligné ce fait pour ne pas s'y arrêter ici. La plupart des *Gender Studies* insistent en effet surtout sur les représentations masculines du genre, partant du principe avéré que ce sont des hommes qui, du fait de leur position sociale dominante, sont à l'origine de la construction sociale des genres. Or s'il est vrai que ces représentations sont avant tout le produit d'hommes (philosophes, médecins, biologistes, etc.), il n'en reste pas moins vrai que les femmes y participent également pour les avoir fortement intériorisées. On a pu ainsi observer que c'est dans les portraits signés par des journalistes femmes que les catégories sexuées d'analyse sont le plus mobilisées en 2001.

Pour ne prendre qu'un exemple particulièrement significatif, parmi les six articles que la presse généraliste a consacré à l'affrontement Guigou/ Roig en Avignon, c'est dans celui qui est signé par une journaliste du *Figaro*, que l'attention portée au corps des candidates est la plus forte : « Si les deux rivales ont à peu près la même taille, le même petit gabarit, la blonde Elisabeth a un physique qui aurait séduit Hitchcock tandis que Marie-Jo, les cheveux acajou, aurait excellé dans Beaumarchais... toujours sur ses gardes, Elisabeth ne semble pas habiter son corps. Elle n'aurait jamais d'état d'âme... Toute la journée, elle laboure le terrain, sans se plaindre ni rechigner à la tâche, en notant sur un cahier d'écolière les doléances qu'elle recueille. Meticuleuse, économe de ses gestes – seuls ses doigts parfois se mettent à dessiner dans l'air d'étranges arabesques – Elisabeth Guigou a toujours été une bonne élève...On dirait une princesse déléguée par une organisation internationale. Un mot à chacun, le regard bleu qui caresse et au passage quelques coups de pattes à équipe municipale sortante... À force d'apparaître dans les magazines, un foulard autour du cou, Elisabeth Guigou fait si star, entourée de courtisans...Tendue comme un arc, moins fragile que ne le laisse supposer sa silhouette, E. Guigou est politiquement correcte...Même assise, à la place d'honneur, au cours d'un dîner débat, Marie-José Roig semble toujours en mouvement. Quelque chose en elle bruisse, bouge, palpète. Son cœur peut-être. C'est une femme de chair et de sang, prompte à embrasser ou à mordre. À belles dents...Affective, se fiant à ses intuitions, passionnée à la manière des espagnoles – une mantille lui irait bien au teint – Marie-Jo sait bien que toutes les caméras sont braquées sur sa rivale. On a beau ne pas être envieuse, c'est agaçant. Et il arrive au maire sortant de s'énerver, pester, sortir ses griffes mais fine mouche...Les yeux sombres, pleins de rires et de paillettes, Marie-Jo aime

faire la cuisine — ses langoustes à la Catalane sont réputées — recevoir ses amis, s’occuper de son chat... »<sup>11</sup>.

De même, les femmes qui briguent un mandat municipal en 2001 ne sont-elles pas en reste dans cette mise en scène du genre en politique. Quels que soient leur âge, leur profession, leur commune, la longévité de leur expérience militante ou encore leur étiquette partisane, les candidates sont en effet les premières à revendiquer leur différence. Certes, au rebours des journalistes, la plupart d’entre elles ne mettent pas en avant leur être privé. Mais elles n’en sont pas moins nombreuses à revendiquer un certain nombre de qualités spécifiquement féminines au nom desquelles elles s’autorisent à solliciter le suffrage de leurs concitoyens. S’il n’est pas possible de contrôler ici les conditions dans lesquelles ces présentations de soi ont été recueillies, on peut ainsi noter que les candidates se définissent elles-mêmes par et dans leurs relations aux hommes politiques. Dans les discours de femmes rapportés par la presse généraliste, celles-ci sont ainsi toujours « plus » ou « moins » que les hommes : elles sont « plus disponibles », « plus proches », « plus concrètes », plus « responsables », « plus conciliantes » ; et à l’inverse « moins fanatiques », moins ambitieuses », etc. Autant de stéréotypes que l’on retrouve exprimés à l’identique dans l’enquête réalisée par Mariette Sineau auprès d’un échantillon de 40 femmes politiques dans les années quatre-vingt<sup>12</sup>.

« Les femmes sont plus disponibles, plus intègres, plus proches de la population, plus neuves et pratiquent moins la langue de bois » (Françoise de Panafieu, *Le Nouvel Observateur*, 23-29 novembre 2000).

« Il m’est souvent arrivé de vouloir une autre manière d’agir, plus proche des gens, plus concrète, plus réelle, plus sincère » (Françoise de Panafieu, *Le Figaro*, 20/03/2000).

« Les femmes ont une approche différente de celle des hommes. Elles sont très concrètes, très en prise avec la réalité. Nous avons un rapport à la vie quotidienne beaucoup plus immédiat et plus fort (Christelle Amor, 29 ans, chef de pub, militante PC, 2<sup>e</sup> candidature à Garges -les-Gonesses, *L’Humanité*, 25/01/01).

« Les femmes à quelques exceptions près [...] sont moins fanatiques, plus disponibles et plus enclines à engager le dialogues. Elles sont plus conciliantes dans la vie de tous les jours » (Martine Boutalbi, 46 ans, chômeuse, présidente et coordinatrice des conseils locaux de à Garges -les-Gonesses, 4<sup>e</sup> position sur la liste Gauche citoyenne à Garges-les-Gonesses, *L’humanité*, 25/01/01).

« J’ai envie de leur [mes enfants] prouver qu’on peut faire de la politique autrement (Danièle Rabatel, candidate socialiste dans les Pyrénées- Atlantiques).

« Les femmes sont globalement plus responsables que les hommes quand elles prennent un engagement » (Colette Doury, enseignante en préretraite, candidate pour la première fois, *Libération* 31-3 et 1-4 2001).

« Les partis ont imposé une vision parisienne, déconnectée, et les hommes ont cédé. [...] La politique de demain ne pourra plus dépendre de ces apparatchiks repliés sur leur camp, totalement coupés de la réalité (Hélène Fraisse-Colcombet, avocate, candidate UDF à Lyon, *Libération* 31-3 et 1-4 2001.

« Faire de la politique, c’est donner, plus que prendre. C’est une générosité, une curiosité des autres » (Françoise le Guillou, 40 ans, candidate sur la liste PS de Pascal Ory à Chartres).

« Les hommes aiment bien détruire leurs adversaires, les femmes préfèrent construire » (Monique Venturini, 59 ans, ancienne propriétaire d’une brasserie, 2<sup>e</sup> sur la liste de JC Gaudin à Marseille).

<sup>11</sup> . Irina de Chikoff, « Avignon : Roig prend l’avantage sur Guigou », *Le Figaro*, 2/03/01.

<sup>12</sup> . Cf. Mariette Sineau, *Des femmes en politique*, op. cit., p. 178 et sq.

« Mon engagement politique et mon engagement syndical se rejoignent. Il s'agit de s'occuper des autres, d'essayer de rendre la société plus juste, plus cohérente. Et de prendre ses responsabilités. [...] La municipalité, creuset de la démocratie, est l'institution la plus proche des citoyens. [...] Je crois que la proximité est essentielle en politique (Valérie Sasso, 31 ans, permanente syndicale à la CFDT et membre du bureau fédéral du PS, 5<sup>e</sup> sur la liste de L. Croce à Bastia).

« J'appartiens à une génération qui veut faire de la politique autrement, avec de nouvelles têtes. Il faut être sourd pour ne pas entendre le besoin qu'ont les gens d'avoir des élus proches d'eux » (Sophie Jacquet, 32 ans, militante UDF, 3<sup>e</sup> sur la liste RPR de JC Mestre à Sarcelles).

« Moi, je ne suis pas une politicienne, je suis là pour incarner les valeurs du sport qui sont également celles de la vie » (Véronique Pecqueux-Rolland, 28 ans, vice-championne du monde de hand-ball, 2<sup>e</sup> sur la liste RPR de J-F Bazin à Dijon).

« On vit différemment les choses ». Elle voudrait donc offrir à la ville « son regard extérieur et encore neuf » (Catherine Cullen, 50 ans, éditrice, 23<sup>e</sup> sur la liste PS de Martine Aubry à Lille).

« Aujourd'hui, je suis attirée par la politique de la ville pour améliorer le quotidien de chacun » (Francine Valetoux, 49 ans, ancien officier de la Marine nationale et présidente d'une association d'aide aux mères et aux familles, 38<sup>e</sup> sur la liste RPR).

« Écouter, avoir un esprit de service, traiter les dossiers avec compétence, favoriser la concertation, voilà ce qui me semble primordial » (Florence Xolin, 31 ans, enseignante, candidate sur la liste RPF à Poissy, *La Croix*, 12/03/2001).

Mais c'est encore dans la presse féminine que cette mise en avant du genre en politique est la plus manifeste et ce d'autant plus que le nombre d'articles consacrés aux femmes y est beaucoup plus conséquent, comme le montre l'étude systématique pendant un peu plus d'une année de *Elle*.

Les articles consacrés aux femmes (et aux hommes) politiques dans *Elle* se présentent sous quatre formes principales, auxquels viennent parfois s'ajouter les éditos<sup>13</sup>. Tout d'abord, la rubrique « une journée avec... », dans les dernières pages de l'hebdomadaire, où ne figurent qu'exceptionnellement des femmes politiques<sup>14</sup>. Puis « Le tête-à-tête de Ruth Elkrief »<sup>15</sup> rubrique irrégulière, mais pour l'essentiel bimensuelle, implantée dans les premières pages « Elleinfohebdo », « pages chaudes »<sup>16</sup>, bouclées entre le lundi et le mercredi qui précèdent la parution. Étroitement dépendante de l'actualité, la rubrique accueille donc plus d'hommes que de femmes politiques. Viennent

<sup>13</sup> Marie-Françoise Colombani, « Maire ou mère ? », 22 janvier 2001, Marie-Françoise Colombani, « Femmes afghanes, femmes martyres », 15 octobre 2001, Valérie Toranian, « 1F + 1F pour les réfugiés afghans », 12 novembre 2001, Marie-Françoise Colombani, « Afghanes, l'espoir enfin ! », 19 novembre 2001, Marie-Françoise Colombani, « Non, pas Le Pen », 26 novembre 2001,

<sup>14</sup> Aurélie Filippetti, 26 février 2001; Arlette Laguiller, 5 novembre 2001,

<sup>15</sup> Élisabeth Guigou, 18 décembre 2000, Catherine Trautmann, 19 février 2001, Françoise de Panafieu, 12 mars 2001; Ségolène Royal, 19 mars 2001, Véronique Limousin [déléguée FO, Marks et Spencer], 16 avril 2001, Martine Aubry, 30 avril 2001; Fabienne Keller, 7 mai 2001, Corinne Lepage, 18 juin 2001, Dominique Voynet, 3 septembre 2001, Monique Vuailat, 10 sept 2001, Roselyne Bachelot, 1er octobre 2001, Nicole Notat, 8 octobre 2001, Marie-Noëlle Lieneman, 15 octobre 2001, Marie-Georges Buffet, 22 octobre 2001, Marylise Lebranchu, 10 décembre 2001.

<sup>16</sup> Entretien avec Philomène Piégay, le 17 décembre 2001.

ensuite les interviews et reportages<sup>17</sup> qui, à l'inverse, ne font guère de place aux hommes. Ceux-ci ne sont pour l'essentiel invités que lorsque leur agenda rencontre un certain nombre de thématiques – santé, humanitaire, écologie, contraception – que l'on pourra qualifier d'éthiques, plus que de politiques au sens de politique professionnelle, et qui sont décrits par la rédaction comme des « sujets plus intimes », faisant la spécificité de *Elle*, au regard des hebdomadaires classiques<sup>18</sup>. À ces rubriques régulières sont venus s'ajouter en cette année d'élections, d'une part, des articles consacrés à l'actualité puis au bilan de la campagne des municipales vus à travers le prisme de la parité<sup>19</sup>, d'autre part, une rubrique quasi hebdomadaire – à l'exception des fêtes de fin d'année –, entre décembre 2000 et fin février 2001, d'abord intitulée « Parité an 1. Municipales 2001 », puis « Elleinfohebdomunicipales2001 », sous-titrée « Chaque semaine, des nouvelles de la parité »<sup>20</sup>, et ornée d'un logo – un dessin d'une femme souriante avec une écharpe de maire, les bras levés en signe de victoire. Cette rubrique hebdomadaire, décidée en novembre 2000, devrait être prolongée en 2002 pour la présidentielle et les législatives.

« Le tête-à-tête de Ruth Elkrief » est composé pour l'essentiel de cinq ou six questions portant sur la part la plus professionnalisée de la compétition politique (fabrication des programmes, composition des listes aux municipales, concurrence interne aux partis en termes de génération, de leadership, etc...), et ce, conformément à la trajectoire de cette journaliste, formée à l'IEP puis au CFJ, avant d'être journaliste politique à LCI, TF1, puis aujourd'hui sur RTL. Mais une ou deux questions sont systématiquement centrées sur la vie privée, questions qui, là aussi, doivent sans doute autant au support qu'à la spécialisation de Ruth Elkrief qui a animé sur LCI puis sur TF1 des interviews dans la filiation du « Sept sur sept » d'Anne Sinclair. Ainsi, la

---

<sup>17</sup> Marie-Françoise Colombani, « Le jardin secret d'Élisabeth Guigou » ; Philomène Piégay, « Martine Aubry, "je vais passer plus de temps avec l'homme que j'aime" » ; Marie-Françoise Colombani et Philomène Piégay, « Huit femmes de pouvoir dans le secret de leur bureau », 15 janvier 2001; Danièle Laufer et Catherine Salès, « Dominique Gillot, la discrète de la santé », 5 février 2001; Marion Ruggiéri, « La revanche de Bernadette », 12 mars 2001, Philomène Piégay, « Ministre de la justice, Marylise Lebranchu », 16 avril 2001; CR et CoR, « Maman, la politique et moi. 11 personnalités vous présentent leur mère » [de Panafieu, Voynet, Borloo, Alliot-Marie, Trautmann, Douste-Blazy, Lebranchu, Sarkozy, Allègre, Lienemann, Mamère], 21 mai 2000; Philomène Piégay, « Dominique Voynet : "Je ne suis pas une gaffeuse. Je dis ce que je pense", 25 juin 2001; Philomène Piégay, « Anne Hidalgo "freiner la course infernale des citadins", 8 octobre 2001; Philomène Piégay et Anne-Cécile Sarfati, « Clémentine Autain. L'égalité n'existe pas », 15 octobre 2001; Françoise Colombani et Catherine Roig, « Madame Chirac, "il ne faut pas me prendre pour Sainte Bernadette" », 29 octobre 2001; Philomène Piégay, « Corinne Lepage, "C'est un beau combat pour une femme" », 17 décembre 2001.

<sup>18</sup> Entretien avec Philomène Piégay, le 17 décembre 2001.

<sup>19</sup> Philomène Piégay, « Les femmes de l'ombre des ministres », 20 novembre 2000, Michèle Fitoussi, « Les Français veulent une maire », 5 mars 2001, Philomène Piégay, « C'est leur première campagne, Clémentine Autain et Roxane Decorte à la conquête de Paris », 5 mars 2001; Philomène Piégay, « Un Maire ou une maire ? Le match Nantes-Strasbourg », 5 mars 2001, Sarah Mathieu, « Auvers contre Saint-Cyr. Le Match des villages », 5 mars 2001, Philomène Piégay, « Fabienne Keller et les gagnantes de la parité », 26 mars 2001; « Le journal de campagne d'Anne Hidalgo », avec Philomène Piégay, 26 mars 2001, Philomène Piégay, « Gouvernement : et deux femmes, deux ! », 2 avril 2001, Philomène Piégay, « Parité : encore un effort. Moins de 7% de femmes maires. », 11 juin 2001; Philomène Piégay, « Sénat, la parité à petit pas », 1er octobre 2001 (« Elleinfohebdo », EIH), Philomène Piégay, « Législatives 2002. PS : N'oubliez pas les femmes », 5 novembre 2001; Philomène Piégay, « Le bal des débutantes. Les élues municipales, huit mois après », 19 novembre 2001; Philomène Piégay, « Élysée 2002. Et de quatre ! » (EIH), 10 décembre 2001.

<sup>20</sup> Philomène Piégay, « Présentez vous », 4 décembre 2000, Philomène Piégay, « La parité est sur les listes, mais après ? », 11 décembre 2000, Philomène Piégay, « La parité en danger », 22 janvier 2001, [à propos du livre de Roselyne Bachelot], Philomène Piégay, « Des femmes à la conquête de Paris », 5 février 2001, Philomène Piégay, « Duels de femmes. Avignon. Strasbourg », 12 février 2001; Michèle Fitoussi, « Adeline Hazan. pour un sacre à Reims », 19 février 2001, Philomène Piégay, « Danielle Küss. La madame non des Hauts de Seine », 26 février 2001.

journaliste demande-t-elle à François Bayrou : « On ne sait pas grand chose [...] sur vos six enfants. Ils sont plutôt brillants » ; à Christophe Aguiton : « Votre mère est Christine Daure-Serfaty, la femme d'Abraham Serfaty, l'ancien opposant marocain. On connaît son combat pour les droits de l'homme et des prisonniers dans le monde. Partage-t-elle vos luttes d'aujourd'hui ? » ; à Pierre Moscovici, « Vous qui adorez le sport, qu'avez-vous pensé de la défaite d'Aurélie Mauresmo ? », à Jean-François Copé, « Votre épouse Valérie a-t-elle compté dans ces moments-là [les défaites électorales du secrétaire-adjoint du RPR] ? », à Bertrand Delanoë, « En 1999, vous aviez fait votre "coming-out", [...] Résultat : vous avez désamorcé toutes les rumeurs pouvant vous concerner pendant la campagne. Objectif atteint ? ».

Posées à des hommes, ces questions portant sur la sphère privée — et les réponses qui leur sont faites — cantonnent les femmes des hommes politiques à deux rôles principaux, celui de mère, chargée de l'éducation des enfants du couple, et d'épouse, toujours attentive à la carrière de son compagnon, toujours bienveillante, toujours bonne conseillère, grâce non pas à sa compétence politique mais à ses qualités émotionnelles et « féminines » — passion, justesse, patience, sensibilité...

« Elle : Votre femme Cécilia est présente à chaque page [de son livre, *Libre*]. Elle vous soutient. Vous critique-t-elle parfois ?

Nicolas Sarkozy : Cécilia ne me critique jamais sur le moment, après un meeting, une émission. Elle attend tranquillement de me parler lorsque je peux l'entendre et comprendre ses observations. Elle ne me conseille pas sur les choix politiques, mais elle sent bien les gens et me conseille avec justesse sur mon entourage ».

Posées à des femmes, ces mêmes questions — et leurs réponses — les renvoient encore — et comme dans la presse généraliste — à leur rôle de mère, y compris quand les enfants ont déjà quitté le domicile parental — à Marie-Noëlle Liennemann : « avez-vous le temps de vous occuper de vos deux enfants ? » ; à Ségolène Royal : « Comment la ministre applique-t-elle ses concepts sur la famille avec ses quatre enfants ? » ; à Élisabeth Guigou, « Comment réagit votre fils lorsqu'il lit les critiques contre vous ? » ; à Catherine Trautmann, « Vos filles ont 19 et 25 ans, quel regard portent-elles sur leur mère ? » ; à Françoise de Panafieu, « Vous avez quatre enfants, dont trois étudient à l'étranger et la quatrième vit avec vous à Paris. Comment réagissent-ils à votre campagne ? ». À l'inverse, Ruth Elkrief ne demande pas à Laurent Fabius — un des rares hommes politiques auprès desquels la paternité est évoquée — ce que ses enfants pensent des activités politiques de leur père — thème pourtant abondamment traité par l'ancien Premier ministre dans son autobiographie *Les Blessures de la vérité*<sup>21</sup> —, mais s'ils feront de la politique... Serait-ce solliciter abusivement cette question que de supposer que si les enfants des femmes politiques sont d'abord appelés à évaluer en termes doublement affectifs — que ressentent-ils ? leur mère est-elle suffisamment présente ? — les activités politiques de leur mère, les enfants des hommes politiques (et *a fortiori* si ce sont des garçons) sont d'abord appelés à leur succéder. Une question similaire ou presque est posée à Ségolène Royal, épouse de François Hollande, et celle-ci ne s'y trompe pas, référant spontanément « l'actualité politique », à la situation de son époux :

« Elle. Vos enfants suivent-ils l'actualité politique ?

Ségolène Royal. Ils ont été heureux de l'élection de leur père. Les plus grands partagent avec nous l'intérêt pour la politique et ils sont particulièrement clairvoyants et critiques. On ne peut pas leur raconter d'histoires ».

---

<sup>21</sup> Sur les propensions à l'écriture des hommes politiques français, cf les travaux de Christian Le Bart.



Quand le partenaire est évoqué – bien plus rarement que pour les hommes politiques – il est comme ici avec Marie-Georges Buffet, créditée d'une compétence politique – « Votre mari se bat-il à vos côtés ? » – compétence politique d'autant plus aisément attribuée qu'elle est prêtée à l'époux d'une ministre communiste, lui-même membre du PC, et par conséquent prédisposé sans doute, à « se battre ».

Ces « stéréotypes » rendus particulièrement visibles par la brièveté de ces entretiens se retrouvent dans les interviews ou les articles plus longs de la partie magazine de *Elle* qui font une large place aux activités extra-professionnelles des professionnelles de la politique. Ainsi de Dominique Gillot – « Oui, elle tricote, et coud, et crochète, et brode, enfin plus depuis qu'elle est ministre bien sûr » – ou d'Élisabeth Guigou qui, lors du reportage dans sa maison du Vaucluse, « range la vaisselle dans la machine à laver » et s'occupe de son jardin. Marylise Lebranchu, pendant son week-end à Morlaix, « s'occupe du linge [...] "Une machine pour le blanc, une machine pour les couleurs, explique-t-elle méthodique" ». Quant à Dominique Voynet, elle évoque longuement ses difficultés à concilier vie professionnelle et vie familiale – de mère, mais non d'épouse –, cadrage accentué par le fait que deux photos (sur 8), ainsi légendées, « Dossiers, interviews, discours, câlins : un emploi du temps de ministre... et de maman avec Jeanne, 7 ans », la montrent avec ses deux enfants :

« J'emmenais Jeanne à l'école le matin. Le midi, elle allait à la cantine. Le soir, la nounou restait jusqu'à 19h30. Je rentrais, je m'occupais d'elle, je la couchais et je redescendais dans mon bureau. [...] Souvent, je la réveillais à 23h pour qu'on puisse papoter un peu ».

Les titres des interviews de Ruth Elkrief sont volontairement provocateurs, sans doute parce qu'ils sont censés selon les nouvelles logiques journalistiques<sup>22</sup>, rompre par cette provocation même avec la « langue de bois » et la crise du politique qu'elle est supposée engendrer : « Nicolas Sarkozy avez-vous souffert d'être absent des médias? », « Jean-Pierre Chevènement, êtes-vous un dinosaure? », « Alain Madelin, êtes-vous libéral avec le cannabis? », « François Bayrou, qu'est-ce qui ne passe pas dans votre message? ». Mais lorsque les interviewées sont des femmes, ces mêmes titres peuvent surenchérir sur leur féminité : « Corinne Lepage, les femmes sont-elles naturellement féministes? », « Élisabeth Guigou, portez-vous toujours du bleu marine? ». Et cette focalisation sur les corps, sur leur hexis comme sur leurs vêtements constitue là aussi une constante des articles de *Elle*. Toutes parlent (ou font parler) de leurs vêtements. Anne Hidalgo encore qui s'interroge, jupe ou pantalon? Marylise Lebranchu qui porte « encore » un survêtement, le week-end. Élisabeth Guigou « en jean, basket et tee-shirt » et photographiée ainsi, dans sa maison du Vaucluse. Et même Arlette Laguiller qui confie : « j'ai toujours adoré acheter des vêtements, même si je suis abonnée à la tenue classique pull-pantalon ». Ensuite, les femmes politiques acceptent d'avouer leur difficulté à se plier aux exigences physique de la campagne. Le corps d'Anne Hidalgo dans son « journal de campagne » est fatigué – il tient aux vitamines –, frigorifié par les porte-à-porte et les distributions de tracts sur le marché, et même cassé par la cohue devant l'Hôtel de Ville, le soir du 18 mars – « dans la bousculade, j'ai entendu quelque chose craquer. En fait, je crois que j'ai une côte cassée », et surtout envahi par les émotions – « Au moment de prendre la parole, j'ai l'impression d'être au bord d'un grand plongoir. J'ai peur et, en même temps, j'éprouve une certaine euphorie »; « Premier débat télé. [...] J'ai le trac. J'ai peur de paniquer »; « Avec [...] mon directeur de campagne, nous sommes tombés dans les bras l'un de l'autre, en pleurs ». C'est donc un corps « féminin » que ces femmes acceptent de mettre en scène, fragile et pris par les émotions dès qu'il est mis sur la place publique<sup>23</sup>.

<sup>22</sup> cf. En général, les travaux d'Érik Neveu.

<sup>23</sup> Pierre Bourdieu, *La Domination masculine*, Paris, Seuil, coll. « Liber », 1998.

Ainsi, que ce soit dans la presse généraliste ou dans la presse féminine, la représentation journalistique des femmes en politique reste donc conforme aux schèmes traditionnels de la domination masculine. De là à conclure que rien n'a changé, il y a toutefois un pas qu'on ne saurait franchir. Car cette représentation a ceci de particulier qu'elle est cette fois très largement valorisée. D'abord, et comme on vient de le voir, les candidates de 2001 occupent une place non négligeable dans la mise en récit journalistique de la campagne, alors qu'autrefois elles étaient largement ignorées par la presse<sup>24</sup>. Ensuite, leur identité sexuée n'est plus rejetée. Il s'agit au contraire d'une identité affirmée (par les candidates) qui fait en outre l'objet d'une mise en scène bienveillante et systématique dans la presse (toutes catégories confondues) ; comme si, lors des élections municipales de 2001, s'extériorisait une « conscience de genre »<sup>25</sup> qui ne pouvait se dire auparavant. Bien plus, les attributs rattachés à cette identité, dans la mesure où ils sont revendiqués, s'analysent ici moins comme des handicaps que comme des titres-à-candidater. Autrement dit, alors qu'auparavant les femmes politiques étaient « vues comme différentes et illégitimes »<sup>26</sup> (*i.e.* illégitimes parce que différentes), ce sont ces mêmes différences qui semblent à présent légitimer leur entrée en politique. En somme, et pour tout dire, tout se passe comme si les élections municipales de 2001 étaient le terrain d'un retournement du stigmate, au sens où les attributs prêtés aux femmes, autrefois considérés comme des handicaps dans la compétition politique, apparaissent désormais comme de véritables ressources symboliques. Reste alors à analyser les conditions sociales de ce retournement pour en saisir la portée.

### *Les conditions sociales d'une identité stratégique contrainte*

Le premier pôle de la « figuration triangulaire » qui permet de comprendre ces conditions sociales — le personnel politique dans un sens large qui englobe le monde des conseillers en communication — doit d'abord être analysé à partir d'une perspective plus longue. Cette double attention, au corps — et à un corps quasiment dépouillé des attributs du pouvoir — et aux rôles privés peut en effet être articulée aux évolutions qui affectent la mise en scène du politique. Ainsi, et sans entreprendre une comparaison avec la représentation du corps royal en majesté qui écraserait par trop notre objet, on peut en confrontant, simplement, les portraits officiels des Présidents de la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> Républiques, montrer comment les corps ont été au fil du temps dépouillés de leur queue de pie et de leurs grands-croix de la Légion d'honneur, comment d'abord photographiés en pied, il ne sont plus aujourd'hui que partiellement visibles, comment ils ont été progressivement mis en scène dans des lieux semi-officiels — la bibliothèque de François Mitterrand — pour finalement en sortir — Jacques Chirac devant l'Élysée. Cette « désofficialisation » de la représentation du corps présidentiel et du corps politique en général, tient sans doute pour une bonne part à une nouvelle dramaturgie du politique qui n'est plus désormais commandée par le meeting et l'imaginaire théâtral qui le sous-tendait<sup>27</sup>. Mais elle est également inséparable d'une publicisation des conduites supposées ordinaires des professionnels de la politique : vacances et lectures de vacances, dîners de familles et soirées de copains..., mais aussi d'une publicisation des goûts présumés intimes,

---

<sup>24</sup> . La très grande majorité des femmes politiques qui ont été interviewées par Jane Friedman au début des années 90, y compris celles qui reconnaissaient avoir une « bonne image médiatique », affirmaient ainsi avoir beaucoup travaillé pour réussir leurs relations avec la presse et éprouvaient pour la plupart un « très fort sentiment d'exclusion de la société médiatique » (*cf. Femmes politiques, op. cit.*, p. 62 et sq.).

<sup>25</sup> . Eleni Varikas, « Subjectivité et identité de genre », *Genèses*, n°6, 1988.

<sup>26</sup> . Mariette Sineau, *Des femmes en politique, op. cit.*, p.15.

<sup>27</sup> Paula Cossart, « La Communion militante : les meetings de gauche durant les années Trente », *Sociétés et représentations*, n°12, octobre 2001.

c'est-à-dire d'une « professionnalisation de l'intimité »<sup>28</sup>. Publicisation des conduites ordinaires et des goûts que l'univers médiatique enregistre et construit dans le même moment. Ainsi, comme l'ont analysé Érik Neveu et Brigitte Le Grignou<sup>29</sup> à propos des émissions de télévision, ou Jean-Baptiste Legavre à propos des portraits de la dernière page de *Libération*<sup>30</sup>, assiste-t-on à des phénomènes de « dilution » et de « psychologisation » du politique. À leur tour, désofficialisation des corps et publicisation des goûts exigent des savoir-faire nouveaux<sup>31</sup> qui contribuent à redéfinir le métier politique et constituent, pour ce qui nous concerne, autant d'exigences pour les nouvelles entrantes. Si l'on considère, à la suite de Jacques Lagroye, le métier politique comme l'agrégat de rôles historiquement construits et peu à peu sédimentés<sup>32</sup>, il apparaît alors qu'il s'est récemment enrichi d'une « réintroduction d'une épaisseur éthique et intellectuelle » qui passe par un « jeu d'exhibition » de la culture légitime, mais aussi de l'intimité supposée.

Si cette évolution s'analyse comme un processus incrémental et diffus, on peut aussi l'appréhender à partir d'une perspective moins large : celle qui conduit le PS à afficher une pratique renouvelée du pouvoir, une pratique plus modeste, que l'on peut dire plus féminine, dont les contours ont été précisés par L. Jospin dans son discours d'investiture en 1997. Dès l'introduction, celui qui se présentait avant tout comme un « citoyen » lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 1995 critiquait ainsi « une pratique dépassée du pouvoir » et appelait la nouvelle majorité parlementaire à adopter une ligne de conduite faite de « respect », d'« efficacité progressive », de « compréhension » et de « changement ». Insistant davantage sur des qualités relationnelles que sur des compétences techniques, L. Jospin proposait alors moins d'observer un nouveau savoir-faire qu'un nouveau savoir-être : « Notre attitude à l'égard des Françaises et des Français, affirmait-il, doit être celle du dialogue continu, de l'attention scrupuleuse, de la disponibilité constante »<sup>33</sup>. Autant de qualités relationnelles, généralement rattachées aux femmes, que l'ensemble de la majorité était donc invité à emprunter<sup>34</sup>.

Cette nouvelle ligne de conduite doit bien sûr être replacée dans son contexte immédiat. Il s'agit d'abord de rompre avec les pratiques du gouvernement précédent, jugées par trop méprisantes parce que trop « technocratiques ». Mais il s'agit tout autant de rompre avec quatorze années de « mitterrandisme » afin de renouveler l'image usée du PS qui n'apparaît plus au milieu des années quatre-vingt-dix que comme un parti d'élites – la « gauche caviar » –, davantage gestionnaire que réformateur, dans le même temps qu'il connaît une chute importante de ses effectifs et vient d'essuyer un score plus que médiocre aux élections européennes. À la recherche d'une nouvelle identité stratégique, le PS se lance alors dans un *aggiornamento* qui

---

<sup>28</sup> Brigitte Le Grignou et Érik Neveu, « Intimités publiques publiques. Les dynamiques de la politique à la télévision », *RFSP*, vol. 43, n°6, décembre 1983, p. 948.

<sup>29</sup> Erik Neveu, « Les émissions politiques à la télévision. Les années 80 ou les impasses du spectacle politique », *Hermès*, 17-18, 1995; Brigitte le Grignou et Érik Neveu, « Intimités publiques... », *loc. cit.*, p. 940-969.

<sup>30</sup> Jean-Baptiste Legavre, « "La queue du paon" ou les logiques de la production du portrait politique dans *Libération*, à paraître dans *Sociétés et Représentations*.

<sup>31</sup> Brigitte le Grignou et Érik Neveu, « Intimités publiques... », *loc. cit.*, p. 941.

<sup>32</sup> Jacques Lagroye, « Être du métier », *Politix*, n°28, 1994, p. 5-15, « On ne subit pas son rôle », *Politix*, n°38, 1997, p. 7-17.

<sup>33</sup> . *Le Monde*, 21/06/1997.

<sup>34</sup> . Nombre d'études sur le genre ont en effet montré qu'il existait une distinction très nette dans les types de compétences revendiqués par les hommes et les femmes, que ce soit dans leur scolarité ou dans leur activité professionnelle. Dans le prolongement de ces travaux, Paul-Alexandre Lucas a pu ainsi observer que les femmes politiques interrogées par lui dans le cadre de son mémoire de maîtrise, valorisaient plus leur compétence par des savoir-être, des qualités de nature relationnelle (qualités de contact, de proximité, etc.), tandis que les hommes tendaient davantage à mettre en valeur une maîtrise technique, qu'elle soit issue de leur passé professionnel ou de leur expérience d'élus (« Les figures de l'élus local. Représentations et identité(s) chez les élus locaux », Mémoire sous la direction de J. Heinen, Maîtrise de sociologie, Université de Versailles Saint-Quentin, 2001, p. 74 et sq.).

passé d'abord par une autocritique largement médiatisée – le fameux « devoir d'inventaire » – et la mise en place de nouvelles pratiques internes valorisant la base – élection directe du leader, réalisation de questionnaires distribués aux militants, etc. Mais parce que le PS entend également renouveler sa « clientèle » (adhérente et sympathisante), cet *aggiornamento* passe aussi par une stratégie de « féminisation de la politique ». C'est ainsi qu'au moment même où – sous la pression conjuguée de certaines instances internationales qui dénoncent la sous-représentation politique des femmes et plus encore de la mobilisation de celles-ci (qu'elles soient ou non des politiques) – la question de la participation des femmes au pouvoir politique accède à l'espace des débats publics<sup>35</sup> dans le même temps que se consolide la croyance selon laquelle les femmes font de la politique autrement<sup>36</sup>, le PS s'érige en porte-parole de la cause des femmes pour en faire un élément clé de sa « modernisation de la vie politique ». Dès sa convention du 8 février 1997, le PS décide en effet de réserver 161 circonscriptions aux femmes pour les élections législatives de 1998. Et L. Jospin, pour qui cette décision « est un vrai motif de fierté », y voit alors le signe tangible d'un « renouvellement significatif de nos candidats »<sup>37</sup>. De même, si la loi sur la parité mérite bien une révision constitutionnelle, c'est « pour que notre démocratie, profondément renouvelée par la féminisation, gagne en dynamisme, en vitalité, en imagination », explique-t-il au Parlement réuni en Congrès le 28 juin 2000.

Ayant été l'un des premiers partis à construire la féminité comme une ressource symbolique forte, on comprend dès lors l'attention que le PS accorde aux femmes pendant les élections municipales de 2001 : « La démocratie doit se conjuguer au féminin »<sup>38</sup> affirme en effet un de ses bulletins internes en guise de guide de campagne. Plus que tout autre parti, le PS participe ainsi à l'hyper-ritualisation de la féminité pendant cette campagne, notamment à Paris, où il rivalise avec les Verts dans la mise en avant de ses candidates – 6 têtes de listes sont des femmes contre 10 pour les Verts –, et fait des femmes une cible privilégiée de ses discours électoraux – sur les 17 thèmes de campagnes présentés par le PS, « Paris au féminin » arrive alors en seconde position.

Ressource symbolique, les femmes sont aussi désormais perçues par le PS comme un électorat captif dont il importe de recueillir les suffrages, en particulier dans les villes où elles sont nombreuses. C'est ainsi que la forte féminisation de la campagne des socialistes à Paris doit être rapportée à la démographie de la capitale. Comme l'explique le guide de campagne distribué aux militants de la fédération parisienne, les « femmes sont, de fait, partie prenante de la vie urbaine dont un grand nombre d'activités les concernent en priorité. Elles sont les plus grandes utilisatrices de la Ville qu'il s'agisse de transports en commun, de services publics, de commerces... Nous devons donc partir du principe que tous les aspects des politiques locales les concernent. Tous, sauf exception » (p.3). Consommatrices de la ville, elles constituent en outre plus de la majorité de l'électorat parisien. Comme le soulignent d'emblée les pages consacrées à la question des femmes, « les Parisiennes représentent 53.5 % de la population de la capitale et font de Paris une ville plus féminisée que l'ensemble de la France. [...] Paris détient également le record de l'emploi féminin (48 %) » (p.9). C'est dire si la variable « femme » n'est pas à négliger dans ces élections qui s'annoncent « historiques ». D'autant que la mise en avant des femmes sert d'autre part la mise en scène de la rupture que le PS entend opérer avec l'ancienne équipe municipale. La politique d'ensemble en direction des Parisiennes que propose le PS s'inscrit

<sup>35</sup> Cette question devient d'ailleurs l'un des thèmes de campagne pour l'élection présidentielle de 1995, au point d'entraîner une surenchère entre les candidats, y compris ceux de droite. E. Balladur ayant ainsi promis de nommer 10 femmes au gouvernement en cas de victoire, A. Juppé, une fois nommé Premier ministre par le nouveau Président, en nommera 12 et créera en outre un Observatoire de la Parité.

<sup>36</sup> « Une participation équilibrée des femmes et des hommes aux processus de décision est susceptible d'engendrer des idées, des valeurs et des comportements différents, allant dans le sens d'un monde plus juste et plus équilibré, tant pour les femmes que pour les hommes », explique par exemple le Conseil de l'Union européenne dans sa recommandation du 2 décembre 1996.

<sup>37</sup> . Et de fait : 48 % des candidats investis lors de cette convention ne s'étaient pas présentés en 1993.

<sup>38</sup> « Dialoguer avec les Parisiennes et les Parisiens », *Le militant de Paris*.

ainsi dans un programme plus large placé sous le double signe « du renouveau et de la solidarité » : « Cette démarche nous a bien entendu conduit à souligner *la place des femmes dans la ville* qui, plus souvent engagées dans une vie professionnelle qu'ailleurs en France, ne souffrent que davantage des insuffisances de la politique municipale » (p.4)<sup>39</sup>.

Cadré de plus près encore, ce premier pôle peut enfin être décrit à partir d'un exemple, celui des articles consacrés à Martine Aubry lors de son départ du gouvernement. La même semaine, *Elle* et *Paris-Match* lui ont consacré deux papiers – *Match* lui réservant en outre sa une. Les deux hebdomadaires ont « choisi » un titre identique : « Martine Aubry, « Je vais passer plus de temps avec l'homme que j'aime » dans *Elle*, « Martine Aubry, le temps d'aimer. Elle quitte le gouvernement pour Lille et l'homme de sa vie. Ses premières confidences » dans *Match*. L'entretien avec l'une des personnes chargées<sup>40</sup> alors de sa communication permet d'éclairer les logiques qui ont présidé à la production de ces deux papiers. Ils constituent d'abord l'aboutissement d'une « stratégie » de communication, engagée environ un an et demi plus tôt par l'arrivée d'une nouvelle responsable de la communication, Anne-Sylvie Schneider. Celle-ci, raconte notre interlocuteur, a choisi de « [sortir] du registre, politique, argumentaire, etc... pour entrer sur un registre uniquement d'images », et a par conséquent « changé de supports » et privilégié « la presse "people" au sens large, c'est-à-dire *Match*, *Fig-Mag*, *Elle*... ». Cette stratégie, entamée avec la participation de Martine Aubry, à l'émission *Vivement dimanche* de Michel Drucker, marquée par « quatre pages papier glacé avec la mère de Martine dans *Le Figaro-Magazine* », vise d'abord à « polir l'image » de la ministre. En effet, celle-ci, tant dans les études d'opinion que dans la presse, est considérée comme une femme « autoritaire » :

« On savait bien que de 97 à 99, Aubry, ses qualités c'était la compétence, c'était le courage politique, c'était la connaissance des dossiers, c'était le volontarisme, mais qu'en négatif, c'était [...] une femme dure, autoritaire, froide, etc... [...] et que ça été renforcé par les 35 heures, les deux ont été renforcés par les 35 heures à la fois le côté volontariste "je fais bouger les choses" et à la fois le côté très autoritaire parce que "je passe un peu en force", elle était toujours en première ligne dans le combat contre le MEDEF, donc elle était toujours dans des situations physiques en fait qui renforçaient plutôt la dureté, l'affrontement, le conflit, la polémique. [...] [Ensuite] il y avait eu des articles très durs, il y a eu celui du *Fig'Mag*, il l'avait quasiment représentée dans une cible, celui du *Point*. [...] On l'a traitée d'Élena, pour Élena Ceaucescu, il y a eu des articles très violents sur ce thème là, elle esclavagise ses collaborateurs, autoritaire, très dure avec tout le monde, elle pense que tout le monde est idiot, etc... Il y a eu tous ces articles qui ont beaucoup blessé Aubry »<sup>41</sup>.

À ce déficit en termes d'images est venue de plus se superposer une rumeur, celle de l'homosexualité de Martine Aubry, propagée jusque dans certaines fédérations du PS. Les articles dans *Elle* et *Paris-Match* constituent donc l'apogée de cette stratégie, destinée à montrer qu'elle est une femme, mais aussi une femme comme les autres :

« C'est vrai que la stratégie, c'était de dire, c'est une femme entre guillemets comme les autres, elle a un mec, elle fait ses courses, elle est dans la vie quotidienne, [...] dans *Elle*, elle dit ça, on a assez travaillé la formule, "je ne suis pas une superwoman" qui était l'idée, en termes de com', de montrer aux femmes qu'elle était comme elles. Qu'elle avait les mêmes problèmes, qu'elle aussi, il fallait qu'elle s'occupe de sa fille, qu'elle aussi, il fallait qu'elle fasse les courses, qu'elle aussi, il fallait... même si ce n'est évidemment pas vrai... et que ce n'était pas la femme forte, inaccessible pour les autres femmes, qui arrivait à mener une carrière de ministre, numéro 2 ou 3 du gouvernement, à élever ses enfants ».

Cette stratégie consiste notamment à surenchérir – et ce, de manière parfaitement délibérée, sur « tous les registres de la féminité » :

<sup>39</sup> « Dialoguer avec les Parisiennes et les Parisiens », *Le militant de Paris*.

<sup>40</sup> Entretien avec Samuel Jecquier, le 22 octobre 2001

<sup>41</sup> Entretien avec Samuel Jecquier, le 22 octobre 2001.

« C'était jouer sur tous les registres de la féminité. [...] C'était un, j'ai un mec donc je ne suis pas lesbienne, [...] c'est ça qui est visé, je ne suis pas seule ou lesbienne [...] etc... Ça c'est, un, je suis femme, et deux, je suis femme parce que je suis aussi parfois fragile, parce que je ne suis pas superwoman, parce que j'ai eu des enfants, donc... et après, elle, en discours, elle développait toujours la même chose qui était de dire, nous les femmes, on est plus ancrées dans le réel, parce que moi j'ai une fille, c'est nous qui nous occupons les enfants, qui suivons les activités scolaires la plupart du temps, donc on ne pratique pas le pouvoir de la même façon, parce que nous, on est plus ancrées dans le réel, et moins intéressées par les enjeux et les attributs du pouvoir, ça c'est son discours... ».

Reste que si l'analyse du pôle politique éclaire en partie cette focalisation sur les rôles et sur les corps féminins pendant les élections de 2001, celle-ci doit ensuite être comprise à partir d'un deuxième pôle : celui des journalistes. Comme l'a montré Jean-Baptiste Legavre<sup>42</sup>, cette focalisation peut, comme pour les portraits de la dernière mise en page de *Libération*, tenir à la « mise en scène de la rencontre entre le journaliste et le biographié », manière tout à la fois de se distinguer des portraits sur « doc » et de « [dévoiler des] dimensions traditionnellement tuées de la rencontre entre journalistes et professionnels de la politiques » – notamment toutes celles qui ont à voir avec les tentatives de séduction et de pressions et par conséquent de « prendre ses distances avec elles ». Cette « scénarisation » de la rencontre a notamment pour effet de « cadrer » les corps dont les traits mais aussi les vêtements sont, par ailleurs, censés être révélateurs des caractères comme de la « maîtrise [ou de son absence] de codes identitaires légitimes ». Cadrage qui constitue une véritable innovation au regard des premières émissions télévisuelles qui avaient mis en scène des « intimités publiques » mais ne dévoilaient rien des corps.

C'est bien un travail de distinction – mais d'un autre ordre – qu'évoque le journaliste de *Elle*, Philomène Piégay, (si intériorisé au sein de la rédaction sans doute qu'elle recourt constamment au « nous » pour décrire son propre travail, au point de l'invoquer pour parler de la période à laquelle elle n'appartenait pas encore à la rédaction). La mise en œuvre de la parité offre tout d'abord une opportunité de sujets qui cadrent avec le « style » de *Elle* : les « portraits » des nouvelles entrantes, les « histoires » autour des « casse-tête » que représentent son application, etc... Mais pour comprendre la logique journalistique de *Elle*, il faut également rapprocher ces articles qui sont les plus « politiques » au sens où ils traitent en priorité de la lutte pour la conquête des postes politiques et des professionnel(les) ou des entrantes qui s'y engagent, d'une part des articles consacrés à l'égalité hommes/femmes et d'autre part de ceux qui traitent de la politique internationale<sup>43</sup>. C'est pour l'essentiel à propos de la sphère du travail que l'(in)égalité hommes/femmes est abordée, tandis qu'à l'inverse l'(in)égalité hommes/femmes dans la

<sup>42</sup> Jean-Baptiste Legavre, « La queue du paon... », loc. cit.

<sup>43</sup> Amandine Hirou, « Travail de nuit, l'égalité à quel prix ? », 4 décembre 2000 (EIH), Stéphanie Chayet, « Bush joue l'ouverture. Les femmes du président », 15 janvier 2001 (EIH), Amandine Hirou, « Les Filles d'Ariane. Comment vivent les femmes du centre spatial de Kourou », 2 avril 2001, « Spécial Afghanistan », 30 avril 2001, [couverture], « Afghanes, le silence brisé » et « Trois afghanes témoignent », 14 mai 2001, « Ces femmes qui vont sauver l'Inde », 14 mai 2001, Interview de Massoud, 23 [?] sept 2001, Dorothee Werner, Leila Shahid « Tous les fondamentalismes sont terribles », 8 octobre 2001 « Afghanistan, Le largage humanitaire en question », 15 octobre 2001, « A Sangatte. Paroles de réfugiées afghanes », 15 octobre 2001, Tsia Walden, [fille de Shimon Péres], « Tous les israéliens devraient apprendre l'arabe dès la maternelle », 15 octobre 2001, « Niloufar Pazira. Jouer pour soutenir les afghanes », 22 octobre 2001, « À la frontière du Pakistan. Les mère courage de Jalozai », 22 octobre 2001, « Pakistan. Des femmes au bord de la guerre », 22 octobre 2001, Annick Le Floc'hmoan, « Il faut aider les réfugiés afghanes », 12 novembre 2001 [numéro ACF], Annick Le Floc'hmoan, « La fin de cinq années d'oppression talibane », 19 novembre 2001, Annick Le Floc'hmoan, « Sowiala Sidiq et Sima Simar, ministres afghanes. Elles incarnent l'espoir », 17 décembre 2001, Annick Le Floc'hmoan, « Souad, rescapée de "crime d'honneur" (en Cisjordanie), 17 décembre 2001.

sphère domestique est traitée de manière humoristique ou ironique<sup>44</sup>. Les articles de politique internationale traitent quasi exclusivement des pays où les droits des femmes – et de manière plus secondaire les droits de l’homme avec un grand H – ne sont pas respectés. C’est cet angle qui a notamment conduit le journal en 2001 à couvrir systématiquement l’Aghanistan, prise de position qui lui a permis de recueillir le dernier entretien du Commandant Massoud publié dans la presse française. Mais cette prise de position l’a surtout amené à un certain nombre d’initiatives, par exemple à prélever, pour l’ONG, Action contre la faim, 2 francs sur chaque exemplaire vendu du numéro du 12 novembre 2001, mais surtout à consacrer aux femmes afghanes un numéro spécial, le 30 avril 2001. Ce numéro spécial, comportant une vingtaine de pages de reportages, d’interventions d’ONG et d’hommes et de femmes politiques, se distingue enfin par sa une : une femme afghane revêtue de la burqa. Il s’agit là d’une double entorse à la convention iconique de *Elle* : d’abord parce que sa une est réservée généralement à un mannequin et plus rarement à une actrice<sup>45</sup>, mais aussi, comme le souligne l’édito là aussi exceptionnellement signé par « La rédaction », parce que « Pour la première fois, la femme qui fait la couverture de *Elle* n’a pas de visage ».

Ces deux angles permettent de préciser la position du magazine au regard de la gamme des discours que l’on peut étiqueter rapidement comme « féministes ». Le féminisme de *Elle* est doublement (dé)centré – les revendications sont réservées à la sphère publique et non à la sphère privée, les dénonciations les plus violentes portent sur l’international. Ce féminisme débarrassé de ses dimensions les plus contestataires, « apprivoisé » pourrait-on dire, va de pair avec le refus affiché « d’un discours anti-hommes »<sup>46</sup>. Et c’est bien cette dimension qui conduit le magazine à accompagner une interview de Clémentine Autain, d’encadrés restituant les propos de membres de la rédaction (trois hommes, et la directrice-adjointe, Valérie Toranian) :

Elle : [Clémentine Autain] estime que les magazines féminins enferment un peu plus les femmes dans un schéma de superwoman impossible à atteindre en réalité...

Valérie Toranian : Je crois au contraire que nous les accompagnons dans leurs contradictions. [...] Nous sommes comme un kaléidoscope qui reflète les différentes facettes de la femme d’aujourd’hui. Clémentine Autain a raison d’inviter les femmes au féminisme car il y a encore beaucoup de combats à mener – et nous nous y employons à *Elle* –, mais elle devrait décomplexer par rapport au glamour et à la séduction. Les femmes ont largement gagné le droit à une féminité polymorphe.

Le traitement – cadré sur la féminité de la candidate – de la parité – élément par excellence de la sphère publique – dans *Elle* s’inscrit dans cette réappropriation du féminisme, compatible avec les exigences d’un journal féminin, traitant de mode, de beauté et de « séduction ». Contrairement à la presse généraliste, la défense de la parité a été constituée dans *Elle* comme un enjeu en lui-même, c’est-à-dire comme la possibilité pour les femmes d’accéder à la politique professionnelle, voire d’y promouvoir des réformes destinées à améliorer la vie quotidienne. C’est à ce titre que Philomène Piégay, principale animatrice de la rubrique « Elleinfohebdomunicipales2001 », parle de « baptême du feu de la parité » pour expliquer la place en termes de pagination et de rubrique qui lui a été réservée. Cette construction de la parité comme un enjeu en soi de la campagne est le fait de nombreux titres de la presse

---

<sup>44</sup> Entre des dizaines d’exemples : Alix Girod de l’Ain, « Au boulot les hommes ! », sous-titré « Si vous n’en pouvez plus de tout faire à la maison, si vous avez tout essayé pour partager les tâches ménagères avec votre cher et tendre, ne désespérez plus, faites-vous aider d’Alix Girod de l’Ain ».

<sup>45</sup> Hormis quelques unes réservées à des hommes (mais jamais à des hommes politiques !), l’une d’entre elles a été consacrée à Édith Cresson lorsqu’elle est devenue premier ministre.

<sup>46</sup> Entretien avec Philomène Piégay, le 17 décembre 2001.

féminine<sup>47</sup>, en tout cas de ceux qui s'adressent aux femmes — et aux hommes — détenant des ressources économiques et/ou culturelles<sup>48</sup>. Ainsi le mensuel *Marie-Claire* qui, dès les années 70, a été — à l'exception de l'éphémère *F Magazine* animé par Françoise Gaspard et Fabienne Servan-Schreiber — le porte-parole des mouvements féministes, a-t-il consacré deux longs articles à la parité. Le premier, en novembre 2000, intitulé « Entrez en politique ! », commence ainsi : « Mieux vaut le savoir : pour entrer en politique, briguer une place sur une liste, il faut aimer la castagne, la bagarre, les défis. Dès lors qu'il s'agit de pouvoir, les hommes ne cèdent pas facilement leur place. Pourtant, il le faudra bien. » Cadrage apparemment plus neutre du point de vue du genre, voire acceptant une définition « masculine » de la politique, mais démenti par le second article intitulé : « donnez-nous des crèches ». Plus étonnamment, au regard de l'opposition à l'époque quasi générale des partis de droite au projet de loi sur la parité, *Madame Figaro* a également milité pour la parité. Le titre a ainsi endossé la position marginale de Roselyne Bachelot au sein du RPR, seule manière pour lui de concilier sa position au sein de l'espace politique et ses aspirations à l'égalité en termes de représentation politique. Dans son numéro du 3 mars 2001, les lectrices ont été mises en garde contre les pièges dénoncés par l'élue du RPR : très faible nombre de femmes maires de grandes villes et « postes stratégiques — finances, urbanisme, action économique » réservées aux hommes.

Mais la défense de la parité, traitée comme un enjeu en soi dans le journal, s'accompagne également d'une justification en termes de renouvellement de la politique et de son personnel :

« C'est vrai que l'on a pris parti pour la parité en se disant que l'on ne pouvait pas compter sur la seule bonne volonté des partis pour faire avancer les choses, pour qu'il y ait plus de femmes et que c'était une utopie de penser qu'en laissant les choses se faire naturellement à travers la bonne volonté des partis, on allait arriver à quelque chose. C'est vrai qu'à ce moment-là, on s'est dit que l'on soutenait la parité [...] mais en même temps, même à cette époque-là [au moment des débats autour de la préparation puis du vote de la loi], et c'est encore plus le cas maintenant, en se disant que la parité c'était bien, c'était utile, ça allait faire progresser les femmes, mais qu'en même temps, ça ne devait pas être un dogme au journal, c'est-à-dire que ça n'est pas une fin en soi, c'est-à-dire que pour nous la parité c'est utile, mais ce n'est qu'un élément, qu'un outil, mais dans une politique plus générale de renouvellement de la classe politique, de rajeunissement, d'envie d'entendre les politiques parler de leur politique autrement, de voir des têtes plus jeunes. [...]. Et la parité est un outil parmi tout ce que l'on peut faire, que ce soit le non-cumul des mandats, militer pour un vrai statut de l' élu. Voilà la parité fait partie de toutes ces choses mais elle n'est pas une fin en soi. »<sup>49</sup>

Le refus du « discours anti-hommes », c'est-à-dire le féminisme apprivoisé » se retrouve également ici. Elle projette ainsi de « parler », au moment des législatives de 2002,

« de ces hommes qui vont faire la politique de demain et qui, pour nous, sont aussi importants que ces nouvelles élues qui arrivent. [...] C'est le côté renouvellement, c'est le côté donner plus d'importance à des sujets qui, nous, nous semblent peut-être pas primordiaux, mais enfin qui nous semblent des combats importants, enjeux municipaux autour de la construction de nouvelles places en crèches, organisation des temps de la vie,

<sup>47</sup> Une analyse qui excéderait ici notre propos devrait prendre en compte les différences entre ces féminins, différences qui tiennent à la fois à la position de ces journaux dans l'espace de la presse, mais aussi à leur réappropriation différente des thèmes du féminisme historique.

<sup>48</sup> Elle est lu par 1/5° d'hommes, 42,8% des lecteurs ont un niveau d'études supérieur au bac, et 23,8% ont un niveau d'études bac + 3 et plus, 26,8% des foyers auxquels appartiennent ces lecteurs ont un revenu supérieur à 240.000 francs — et 16,6% au delà de 300.000 francs — 39% des chefs de foyer — qui ne sont donc pas automatiquement les lecteurs — sont petits patrons, professions libérales, cadres supérieurs ou membres des professions intermédiaires. Résultats de l'enquête AEPM, juillet 2000-juin 2001. Ces chiffres sont relativement proches pour ce qui concerne revenus et CSP — les diplômés ne sont pas mentionnés pour l'enquête dans laquelle nous avons eu accès — pour *Cosmopolitan*, *Biba*, *Marie-Claire*, *Madame Figaro*.

<sup>49</sup> Entretien avec Philomène Piégay, le 17 décembre 2001.



sur des sujets qui touchent, et ça, on essaie de le rappeler aussi à chaque fois, les femmes et<sup>50</sup> les hommes et pas que les femmes »<sup>51</sup>.

Si cette justification tient sans doute à la « montée [...] de la posture réflexive » des journalistes politiques<sup>52</sup>, à la propre formation de Philomène Piégay — classes préparatoires et IEP Paris —, à la présence à la tête de la rédaction de l'ancien rédacteur-en-chef société du *Nouvel Observateur*, Olivier Pérétié, mais aussi au « féminisme » propre à *Elle*, elle doit être également, et plus largement, rapportée au « cadrage » de la campagne réalisé par et dans la presse généraliste. Parce qu'il est co-produit par les journalistes et les acteurs politiques, ce cadrage fait en effet du renouvellement de la politique l'un des enjeux majeurs des élections municipales et de la parité son principal instrument. De sorte que la mise en scène de la féminité ne saurait totalement se comprendre en dehors du travail collectif et concurrentiel de construction des enjeux de la campagne tel qu'on peut le saisir dans la presse généraliste. Cette interdépendance se mesure notamment au fait qu'au rebours de la presse féminine l'application de la parité n'est guère pensée comme un enjeu en soi dans cette catégorie de la presse écrite. Certes, plusieurs articles traiteront des effets de la loi sur la représentation des femmes dans les conseils municipaux au lendemain des élections. Mais, pendant la campagne, la parité n'est en revanche jamais pensée indépendamment des effets qu'elle est plus largement supposée apporter dans la vie politique. Et de fait, si « la parité est l'événement majeur des 11 et 18 mars » pour *L'Humanité*, ce n'est pas tant parce qu'elle met fin à la sous-représentation politique des femmes ou parce qu'elle rompt avec l'universalisme de la représentation. C'est bien plutôt parce que ce journal « attend qu'elle entraîne des mutations radicales sur la forme (la démocratie) et sur le fond (les angles et le contenu de la politique municipales) »<sup>53</sup>. Loin des débats philosophiques et/ou entre féministes, *L'Humanité*<sup>54</sup> estime alors que les municipales de 2001 seront moins l'occasion de mesurer l'état du rapport de forces entre la gauche et la droite à la veille des échéances électorales prévues en 2002 que de constater le renouvellement du personnel politique : « quels qu'en soient les résultats, ce scrutin [...] marque l'entrée dans une nouvelle ère de la démocratie avec la parité et l'engagement citoyen d'hommes et de femmes de générations nouvelles, d'horizons plus divers et issus de cultures métissées qui donnent ses couleurs modernes à la République »<sup>55</sup>. Pour *Le Monde*, également, l'enjeu des municipales est bien là, même si le ton est plus prudent : « Banc d'essai de cette recherche de nouveaux visages et de nouveaux profils », les scrutins du 11 et 18 mars permettront de mesurer le nouveau rapport de force entre la droite et la gauche, mais ils seront « aussi l'occasion d'apprécier le degré de renouvellement du personnel politique. Ce renouvellement est particulièrement attendu par ceux qui considèrent qu'une bonne partie de la « classe politique » française n'a pas compris les aspirations de la population au changement, notamment dans le comportement de ses élus et dans la façon dont ceux-ci conçoivent la politique »<sup>56</sup>.

Cette inscription du genre dans un enjeu qui la dépasse — tout en permettant son expression — semble surtout faire le jeu du PS dans la mesure où elle conforte sa stratégie<sup>57</sup>. Mais elle renvoie là encore et simultanément à des logiques propres à l'ensemble de la presse généraliste. Ce n'est

---

<sup>50</sup> C'est elle qui souligne.

<sup>51</sup> Entretien avec Philomène Piégay, le 17 décembre 2001

<sup>52</sup> Brigitte le Grignou et Érik Neveu, « Intimités publiques... », loc. cit., p. 942

<sup>53</sup> *L'Humanité Hebdo*, 3/3/01.

<sup>54</sup> Bien évidemment, entre dans ce jugement des logiques politiques propres au PCF, consistant dans une configuration électorale très défavorable à sous-estimer le clivage droite/gauche.

<sup>55</sup> *Idem*.

<sup>56</sup> « Renouveler la politique », *Le Monde*, éditorial du 9/1/01

<sup>57</sup> Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si *Le Figaro* est le seul journal à déclarer, par la voix de Guy Sorman, que la parité « ne changera pas grand chose. La féminisation des conseils municipaux progressait déjà depuis 20 ans, et cette obligation conduira au mieux à une chasse aux minois pour faire mode ».

sans doute pas trop extrapoler, en effet, que de penser que cette dernière fait d'autant mieux le jeu du PS que ce jeu sert en retour l'éternelle critique des journalistes à l'égard des logiques strictement partisans et professionnelles de la vie politique. En d'autres termes, si la presse généraliste participe à la mise en scène de la féminité, c'est peut-être d'abord et avant tout parce que cela lui permet d'alimenter son discours sur la crise de la représentation, en stigmatisant de manière euphémisée à la fois l'emprise des états-majors parisiens sur la vie politique, les idéologies qu'ils véhiculent, la nationalisation des enjeux qui en découle, et pour tout dire la professionnalisation du champ politique.

Cette logique autonome mais convergente se perçoit il est vrai surtout au lendemain du premier tour des élections, lorsque les échecs essuyés par bon nombre de ministres et de personnalités politiques d'envergure nationale autorisent davantage un commentaire critique. En effet, loin d'être pensés dans la logique d'une élection intermédiaire, les résultats du 11 avril 2001 sont analysés comme un retour au local que la presse généraliste salue comme un rejet des grandes idéologies partisans. « Les élections municipales sont vraiment locales. Les recettes politiques classiques héritées des années 70-80 sont à ranger au rayon des souvenirs », peut-on ainsi lire dans *Le Figaro*<sup>58</sup> qui s'accorde ici avec *Le Point* : « On veut des maires à temps plein ; leurs relations dans les ministères sont secondaires. Les électeurs « spécialisent » les hommes politiques et, progressivement, la sphère locale s'autonomise, comme dans les autres pays européens »<sup>59</sup>. Pour certains, comme le journal protestant *Réforme*, ce retour au local doit se comprendre comme « un avertissement aux politiques » : « Déjà en 1995, les enjeux locaux s'imposaient face à des mises en œuvre de stratégies nationales. Le bon score des listes citoyennes ou d'initiatives locales montre bien cette aspiration à valoriser la vie quotidienne, proche des gens. Le local devient alors central ». Et de poursuivre en se faisant le porte-parole d'électeurs pour qui « les calculs d'appareils ne servent qu'à ceux ayant fait de la politique une profession [...] Ceux-ci aspirent à un renouvellement des méthodes employées par ses représentants. Surtout pour une élection où, de tout temps, la confiance est accordée aux hommes et aux femmes politiques proches de leurs administrés. Le maire qu'ils élisent doit avant tout se distinguer par sa présence dans sa mairie. Cela paraît une règle d'une simplicité et d'une logique enfantines »<sup>60</sup>. L'avertissement est alors bien entendu à gauche, et celle-ci retient d'autant mieux la « leçon » qu'elle vient conforter sa stratégie : « La leçon des municipales, explique R.-G. Schwartzberg dans *Libération*, c'est que la gauche gagne quand elle colle aux préoccupations quotidiennes des classes moyennes et populaires [...] Ce que les électeurs ont sanctionné, ici et là, c'est le comportement distant de certains. En revanche, ce qu'ils ont approuvé dans beaucoup d'autres communes c'est le sens de l'écoute, du dialogue et de la proximité »<sup>61</sup>.

À la lumière des commentaires produits entre les deux tours des élections, la mise en scène journalistique des qualités dites « féminines » pendant la campagne s'éclaire alors d'un jour nouveau. On peut en effet penser que ces qualités ne prennent vraiment tous leurs sens qu'une fois rapportées aux qualités (ou plutôt aux défauts) qui sont imputées aux professionnels de la politique. Elles dessinent, à tout le moins, un portrait idéalisé de l'élue qui stigmatise en creux les professionnels tout en opérant une redéfinition des qualités requises en politique ; au point, d'ailleurs, qu'il paraît difficile à la relecture de dire si ce sont des femmes ou des profanes que la presse généraliste s'efforce de mettre en scène pendant la campagne tant les deux se confondent.

L'éditorial de Claude Imbert, paru dans *Le Point* le 9 mars 2001 est de ce point de vue très explicite : « Mais non, ce n'est pas la politique qui dégoûte les Français ! C'est une certaine idée rhétorique, infatuée de la politique où ils n'entendent que langue de bois. Dans

<sup>58</sup> . Noël Bouttier, *Le Figaro*, 24/03/2001.

<sup>59</sup> . Catherine Pégard, *Le Point*, 16/03/2001.

<sup>60</sup> . « Avertissement aux politiques », *Réforme*, 15/03/2001.

<sup>61</sup> . « Pour une démocratie de proximité, *Libération*, 2/04/2001.

l'accélération de l'époque, les Français ont tout simplement changé plus vite que les politiques. [...] Mais puisque nos concitoyens aspirent, nous dit-on, à une direction plus proche, modeste, transparente de la vie publique, alors le vote municipal devrait les combler. Les têtes pensantes qui consacrent leur médiation à l'autonomie des nouveaux électeurs, au relâchement du lien social, à l'ébranlement du concept national, au détachement des idéologies conviennent, que, sur ce champ de ruines, la recomposition se fera d'en bas et non d'en haut. Que la responsabilité démocratique renaîtra d'un nouveau « localisme ». Oubliée donc la longue querelle de la gauche et de la droite, du libéralisme et du collectivisme (l'Histoire a tranché) ! S'imposent les soucis du citoyen « résidant » plutôt que les utopies du destin universel. [...] Pour s'accorder à la nouvelle musique, le déferlement massif de 230 000 femmes – parité oblige – va peser lourd. Certes, le système plutôt artificiel qui gonfle les listes de tant de suffragettes ne garantit nullement une égale répartition dans les conseils municipaux de demain. Mais la participation féminine devrait accompagner, ici et là, avec bonheur le nouvel air. Les femmes, on le sait, sont aussi proches de la réalité, moins claironnantes, moins plastronnantes que les hommes, et souvent plus décisives et pratiques dans les choses de la vie ».

On le voit, tout le monde (ou presque) s'accorde à célébrer des qualités dites « féminines », modifiant ainsi, par un effet de renforcement circulaire d'autant plus fort que les raisons sont à chaque fois différentes, l'espace de ce qu'il est possible de dire et de faire lors des élections municipales de 2001. On comprend mieux alors pourquoi les candidates jouent plus que jamais de leur féminité dans leurs présentations de soi. On peut en effet penser qu'elles s'autorisent d'autant plus facilement à mettre en avant des qualités autrefois considérées comme dominées que ces qualités semblent particulièrement bien ajustées aux propriétés socialement construites de compétition dans laquelle elles sont engagées, *i.e.* qu'elles briguent le mandat le plus bas dans la hiérarchie symbolique des positions de pouvoir politique, dans le cadre d'une compétition locale où la prégnance des enjeux politiques nationaux est plus que jamais sujette à caution, et cela, au moment même où le leader de la majorité socialiste valorise certaines des qualités relationnelles qu'elles s'attribuent volontiers et que toutes les associations de maires – de droite ou de gauche, des grandes ou petites villes – s'accordent à dire que l'attention de la population se porte désormais sur la qualité de vie (avec en tête des préoccupations la sécurité et la qualité des équipements et des services)<sup>62</sup>. Dans la mesure où tout les y incitait, les femmes n'avaient alors sans doute pas d'autre (meilleur) choix que de travailler à retourner un stigmaté qui les enferme plus que jamais dans leur identité sexuée.

Mais c'est peut-être dans les sondages – troisième pôle de la figuration triangulaire – que cette rencontre entre ces logiques autonomes et convergentes dont l'hyper-ritualisation de la féminité est le produit se laisse le mieux saisir. Et de fait, parce qu'ils participent également du cadrage de la campagne, les sondages publiés pendant la campagne contribuent également à modifier l'espace des possibles. Ils y contribuent d'autant plus fortement qu'ils sont censés mesurer en toute objectivité une opinion publique largement agie et instrumentalisée par les deux premiers pôles. Aussi, et sans qu'il soit à nouveau besoin d'invoquer une quelconque stratégie de la part des candidates, peut-on observer une certaine homologie entre les qualités que les femmes s'attribuent spontanément et les attentes supposées de l'opinion publique telles que les sondages les définissent. Certains sondages, d'ailleurs, font directement le lien entre les deux, objectivant plus encore l'ajustement entre les attributs féminins et ceux que l'opinion publique prête à un « bon » maire.

Dès le mois d'avril 2000, en pleine primaire à droite, *Le Figaro* publie ainsi un sondage de la SOFRES qui montrent que les qualités requises par l'opinion publique parisienne pour être un bon maire à Paris correspondent davantage au profil de Françoise de Panafieu qu'aux autres candidats à la candidature de sexe masculin.

---

<sup>62</sup> . « Sécurité et qualité de vie au cœur des municipales », *Le Monde*, 27/01/01.

Comme l'explique en effet le directeur des études politiques de la SOFRES, ce que les Parisiens recherchent à travers la personnalité de leur futur maire, c'est d'abord « qu'il soit honnête (68%), proche des préoccupations des gens (54%), compétent (51%) et bon gestionnaire (43%). [...] Si l'on s'en tient à ces trois premiers critères, la candidature de Françoise de Panafieu est alors celle dont le profil correspond le mieux à l'attente des Parisiens. Placée en tête pour la proximité, elle arrive en seconde position pour ses qualités d'honnêteté et de compétence. Même son absence de "dimension nationale" (3%) joue ici plus comme un atout que comme un handicap »<sup>63</sup>.

De son côté, *Le Monde* publie en janvier 2001 un sondage IPSOS qui souligne le caractère à la fois local et faiblement politique de ces élections municipales dans « l'esprit des électeurs ».

Selon ce sondage, les enjeux partisans nationaux ne compteraient guère dans l'orientation de leur vote : la couleur politique de la liste n'est jugée primordiale que par 26% des sondés et importante par 29 %, contre 49 % qui l'estiment secondaire ; par ailleurs, 44 % des sondés assurent que leur opinion du gouvernement jouera un rôle primordial (16%) ou important (28%), contre 49 % pour qui ce critère est secondaire.

Dans le même temps, ce sondage indique que la « disponibilité » serait le critère majeur pour l'opinion publique : si l'âge (14% souhaitent des maires plus jeunes) et le sexe (12% souhaitent davantage de femmes) apparaissent très secondaires, la « disponibilité » apparaît ainsi comme étant la qualité principale d'un maire : 55 % des sondés souhaitent en priorité que leur maire « exerce à plein temps » son mandat et n'exerce pas d'autres responsabilités nationales. Quelques jours plus tard, le même Institut publie dans *Libération* un sondage sur les électeurs parisiens qui confirme ce dernier critère de sélection :

« Les Parisiens veulent à une écrasante proportion (84 %) « un maire qui s'occupe exclusivement de Paris et de ses mandats locaux sans autre responsabilité nationale importante. Un élu qui n'ait pas trop de pouvoir et en délègue plutôt aux mairies d'arrondissement, c'est ce que souhaitent 70% des sondés. Delanoë a le profil pour satisfaire ces nouvelles aspirations. En revanche, Seguin, personnalité d'envergure nationale qui s'imagine un destin présidentiel, est une totale erreur de casting. Les Parisiens en ont soupé du temps où la mairie de Paris servait de salle d'attente pour une candidature à l'Élysée. »<sup>64</sup>

On l'aura compris, le profil idéal du Maire en 2001, tel du moins qu'il se dégage des sondages invoqués par la presse, c'est ...le profil bas, celui-là même que la majorité des candidates – mais aussi certains candidats, tel B. Delanoë<sup>65</sup>, ou encore L. Jospin – revendiquent dans leur présentation de soi ou dans les sondages que leurs porte-parole invoquent à leur tour. Car « les femmes » ne sont pas en reste dans cette production de sondages. Aux attentes supposées de l'opinion publique concernant ses futurs maires répondent ainsi certaines enquêtes d'opinion sur les qualités prêtées aux femmes commandées par des groupes ou institutions défendant leurs intérêts.

---

<sup>63</sup> . *Le Figaro*, 29/04/2000.

<sup>64</sup> . Sondage IPSOS pour *Libération* publié le 9/2/2001.

<sup>65</sup> . Comme l'écrit ainsi un journaliste, « le charme et le panache, d'habitude atouts majeurs dans une campagne électorale, se sont retournés contre les candidats qui en ont fait usage. Au contraire, d'autres traits de caractère qui constituent normalement des handicaps politiques, comme l'absence manifeste de brio chez M. Delanoë, se sont révélés des cartes maîtresses. [...] Le relatif anonymat politique de M. Delanoë au plan national s'est avéré un avantage électoral inestimable. [...] A l'heure qu'il est, les électeurs ne font manifestement pas confiance aux candidats susceptibles de considérer Paris comme un marchepied pour accéder à des fonctions plus élevées. Ils veulent un maire qui se consacre à sa ville, pas un politicien dont elle servirait le destin national » (Joseph Fitchett, « Les parisiens ne veulent plus de star », *Le Monde*, 3/3/2001).

Dans les pages de *Libération*, Claire Bernard, alors directrice de l'Observatoire de la Parité, explique par exemple, sondage à l'appui, que les femmes « apporteraient dans les municipalités davantage de dialogue et de concertation (83%), plus de prise en compte des préoccupations des habitants (81%), plus de confiance entre les élus et la population (60%). Autrement dit, on attend des femmes réconcilient les citoyens avec la politique »<sup>66</sup>. La revue *Lunes (Femmes et Sociétés)* tire les mêmes conclusions d'un sondage CSA, même si le commentaire qu'en fait Mariette Sineau est loin d'être aussi enchanté<sup>67</sup>. Comme le montre en effet ce sondage, les Français ont « des attentes fortes envers les femmes » : « Près des deux tiers des interviewés (63%) estiment que la féminisation des élites municipales améliorerait les choix politiques locaux »<sup>68</sup>... en particulier dans les domaines « dont les hommes se départissent le plus volontiers, qu'ils laissent à celles qui, dans la famille, en sont traditionnellement responsables, à savoir les soins à autrui : l'éducation et la petite enfance (91%), les affaires sociales (86%) et la santé (80%). Venant immédiatement après les « soins », l'environnement (75%) est le deuxième secteur qui, aux yeux de l'opinion, pourrait bénéficier d'un bonus par les femmes. À l'aube du troisième millénaire, on le voit, les stéréotypes sociaux concernant les rôles politiques assignés sont loin d'être tombés en déshérence »<sup>69</sup>, remarque judicieusement M. Sineau. Un tel commentaire n'empêche toutefois pas Michele Fitoussi de se féliciter à la vue des résultats du sondage IFOP publié dans le magazine *Elle* en mars 2001 : « De quoi se demander si nos compatriotes ne sont pas en train d'échanger la figure traditionnelle du Père gouvernant le pays à l'ancienne, qui gère du haut de son Olympe les grands problèmes de la Nation, contre celle de la Mère, plus proche des réalités de l'existence, créditée de qualités indispensables qui font aujourd'hui défaut aux dirigeants »<sup>70</sup>.

## CONCLUSION

On peut, en guise de conclusion s'interroger sur la spécificité de ces mises en récits de la féminité en politique. Pour ce faire, on peut alors comparer cette assignation des femmes politiques à leurs rôles féminins à des logiques propres à d'autres univers professionnels. Ainsi les études menées sur les « professions d'élites »<sup>71</sup> — avocat, magistrat, ingénieur, médecin...<sup>72</sup> — font-elles apparaître, au-delà de traits communs comme le faible degré et la lenteur de la féminisation, la sursélection sociale des femmes qui parviennent à les exercer, des phénomènes homologues. Par exemple, l'étude d'Alain Quemin montre que les femmes commissaires-priseurs sont aujourd'hui encore « cantonnées dans des ventes de biens vus comme plus féminins ou dans des tâches convenant également mieux à leur "nature" »<sup>73</sup>. C'est ainsi qu'elles s'occupent plus souvent des inventaires et des expertises que du judiciaire, et plus des ventes de « collection style timbres, archéologie, extrême Orient »<sup>74</sup>, que de celles, prestigieuses, de meubles et de tableaux, ou « masculines », de véhicules. Enfin, si les premières

<sup>66</sup> *Libération*, 31/03-01/04/2001.

<sup>67</sup> « La parité à l'épreuve des municipales », *Lunes*, n°14, 2001.

<sup>68</sup> *Idem*, p.7.

<sup>69</sup> Il y aurait ainsi beaucoup à dire sur ces sondages. Une analyse plus fine et scrupuleuse — par trop éloignée de notre propos ici — montrerait en effet aisément que, loin de subvertir les rapports sociaux de sexe, ces derniers continuent de cantonner les femmes dans leurs rôles habituels.

<sup>70</sup> « Les Français veulent une maire ! », *Elle*, 5/3/2001.

<sup>71</sup> Selon la formule d'Alain Quemin in « Modalités d'entrée et d'insertion dans une profession d'élites : le cas des femmes commissaires-priseurs », *Sociétés contemporaines*, n°29, 1998, p. 87-106.

<sup>72</sup> Par exemple, Anne Boigeol, « Les femmes et les cours. La difficile mise en œuvre de l'égalité des sexes dans l'accès à la magistrature », *Genèses*, n°22, mars 1996, p. 107-109; Catherine Marry, « Femmes ingénieurs : une (ir)résistible ascension ? », *Information sur les sciences sociales*, Londres, 28-2, p. 291-344; Nicky Le Feuvre et Patricia Walters, « Égales en droit ? La féminisation des professions juridiques en France et en Grande-Bretagne », *Sociétés contemporaines*, n°16, décembre 1993, p. 41-62.

<sup>73</sup> Alain Quemin, loc. cit., p. 101.

<sup>74</sup> Extrait d'entretien avec un commissaire-priseur in Alain Quemin, loc. cit., p. 102.

commissaires-priseurs s'étaient « [conformées] au modèle masculin », en l'occurrence corporel, pratiquant par exemple des loisirs masculins, « la pêche, la chasse et le tir au pistolet », les femmes commissaires-priseurs aujourd'hui, pratiqueraient des sports « féminins » – la gymnastique, le yoga, la natation – et entretiendraient systématiquement « la beauté et la féminité »<sup>75</sup>.

La magistrature est sûrement l'une des professions les plus révélatrices pour notre comparaison. En effet, il s'agit là d'un univers qui a dû aussi être ouvert aux femmes par la contrainte de la loi et dans lequel – comme pour la politique professionnelle – les « normes auxquelles on mesure les femmes n'ont rien d'universel »<sup>76</sup>. Ainsi, comme le montre l'étude d'Anne Boigeol, dans un premier temps, dans les années 30, lors des premiers débats à l'assemblée sur l'ouverture de l'examen d'entrée à la magistrature des femmes, ce sont toutes les « qualités » supposées « féminines » qui ont été mobilisées par les adversaires de cette réforme comme autant de preuves de leur incompétence à exercer la fonction : « sentiment, fragilité, faiblesse et... séduction, qui s'opposent à tout ce qui constitue les attributs du magistrat, rigueur, impartialité, rationalité, autorité... »<sup>77</sup>. Par la suite, lors des débats parlementaires qui ont abouti à la loi du 11 avril 1946, les partisans de l'ouverture, comme une partie des promotrices de la parité, ont été contraintes, d'invoquer – outre la mise en conformité avec la citoyenneté des femmes désormais pleine et entière – une redéfinition nécessaire de la fonction de juge conforme aux « transformations sociales ». Certaines propositions de loi enfin, toujours au même moment, ont entendu limiter l'accès des femmes aux fonctions judiciaires pour lesquelles elles sont « supérieures » à l'homme, fonctions judiciaires qui, toutes, tiennent à une « approche essentialiste »<sup>78</sup> des femmes – enfance délinquante, protection de la famille. Cette approche essentialiste se retrouve encore dans l'exposé des motifs de certaines propositions de loi qui insiste sur les qualités supposées féminines : « finesse » et « sensibilité ». Enfin, dans un troisième temps, « c'est au sein même de la magistrature que de résistances se manifestent »<sup>79</sup>. Les rapports de concours des années 50 insistent ainsi sur les « difficultés spécifiques »<sup>80</sup> rencontrées par les femmes – timidité, nervosité, absence de « qualités d'autorité, de raisonnement, de présence d'esprit et de maîtrise de soi »<sup>81</sup> à l'oral – et s'inquiètent de l'affectivité qui pourrait, avec les femmes, entrer dans les tribunaux. Dans la pratique, certaines fonctions leur sont tout de suite réservées – juge pour enfants – tandis que le parquet, et donc le pénal, leur est longuement fermé. Là aussi, comme les premières commissaires-priseurs, les premières magistrates seront contraintes de « [surinvestir] dans le conformisme »<sup>82</sup>.

Ces phénomènes et ces temporalités décrites pour ces deux univers permettent de poser un certain nombre de règles. Les dominé(e)s sont contraint(e)s pour entrer dans des univers professionnels d'en redéfinir les règles – pour les magistrates d'invoquer les transformations sociales du monde, pour les femmes politiques, la nécessité de faire de la politique autrement. C'est cette redéfinition qui les oblige à mettre en scène des qualités « féminines ». Les recherches en cours<sup>83</sup> sur métiers « féminins » font apparaître, de manière homologue, que l'infériorité

---

<sup>75</sup> *Ibidem*, p. 102.

<sup>76</sup> Pierre Bourdieu, *La Domination masculine*, op. cit., p. 69.

<sup>77</sup> Anne Boigeol, loc. cit., p. 111.

<sup>78</sup> Anne Boigeol, loc. cit., p. 115.

<sup>79</sup> *Ib.*, p. 116.

<sup>80</sup> *Ib.*, p. 117.

<sup>81</sup> Cit. in Anne Boigeol, loc. cit., p. 118.

<sup>82</sup> Cf. Anne Boigeol, *Droits et Sociétés*, 1993, n°25, p. 489-523.

<sup>83</sup> Cf. Les recherches de Tania Angeloff pour les « techniciens de surface » et de Anne-Marie Arborio pour les « aide-soignants ».

numérique des hommes, mais surtout la définition passée du métier, les contraint à mettre en scène des qualités « masculines » – la force qui permet de donner un coup de main aux brancardiers, voire plus simplement de soulever les corps, pour les aides-soignants, la technicité, pour les « hommes » de ménage. Il s'agit bien ici aussi d'imposer pour s'y imposer une manière de faire ses métiers autrement. Mais ces stratégies pour être homologues n'en conduisent pas moins à une redéfinition en chiasme de ces métiers. S'il s'agit d'importer des savoir-faire domestiques dans les métiers masculins, il s'agit au contraire d'importer des savoir-faire techniques dans les métiers féminins.

La comparaison permet également de s'interroger sur l'étape du conformisme aux définitions masculines du métier. Il semblerait qu'en politique cette étape du conformisme, observée par Mariette Sineau dans les années 80<sup>84</sup>, soit aujourd'hui dépassée, et que plus encore, et l'exemple de Martine Aubry le montre, que ce conformisme soit désormais interdit aux femmes politiques, et que ce soit à d'autres contraintes que les femmes politiques soient aujourd'hui obligées de se plier. Elles se doivent, non plus d'être conformes au modèle masculin, mais au contraire d'être femmes et de jouer « sur tous les registres de la féminité ». Et cette contrainte est telle que, comme le souligne son collaborateur, Martine Aubry a pu se sentir « violentée » de devoir se prêter à cette stratégie. Cette présentation de soi « féminine » semble bien s'imposer comme une contrainte à toutes les femmes politiques. Ainsi de Dominique Gillot qui s'interroge dans *Elle*: « Bien sûr que je doute ! Parfois, je me dis que je ne suis pas bonne. Ou que je n'ai peut-être pas le bon look! ». Ainsi d'Arlette Laguillier qui, prise par les contraintes du support, révèle son goût du « lèche-vitrine ». Mais cette présentation de soi s'impose aussi aux journalistes, et ce d'autant plus qu'elles sont elles-mêmes des femmes. Ce serait ainsi, aux yeux de Philomène Piégay, « hypocrite », de ne pas poser ces questions autour de la conciliation des rôles privés et publics, alors même que la parité domestique n'est pas acquise.

Si cette contrainte s'impose à toutes ne serait-ce que parce qu'elles sont toutes femmes, elle n'en demeure pas moins, comme toutes les « identités stratégiques »<sup>85</sup>, plus ou moins atteignable<sup>86</sup>. Ainsi, *a contrario*, l'évocation dans *Elle* des origines sociales de Dominique Gillot (trois grands-mères « analphabètes », un grand-père marinier, un autre ouvrier agricole), s'achève, selon la « sociologisation » et son glissement vers une entreprise de réforme des goûts reperés par Jean-Baptiste Legavre, par ce constat : « On l'aura compris, le côté strass et paillettes, ce n'est pas son truc ».

Le bon corps, c'est-à-dire le corps féminin, qui joue sur tous les registres de la féminité et peut incarner tous les rôles dévolus aux femmes, apparaît donc d'abord comme un corps socialement situé. De même que le corps est tout entier un « produit social »<sup>87</sup>, au sens où sa taille, son poids et son hexis sont les produits des « conditions de travail » et des « habitudes en matière de

---

<sup>84</sup> Mariette Sineau, *Des femmes en politique*, op.cit., p. 101 et sq.

<sup>85</sup> Selon l'expression d'Annie Collovald. *Jacques Chirac et le gaullisme. Biographie d'un héritier à histoires*, Paris, Belin, 1999.

<sup>86</sup> La capacité à remplir ces exigences est également dépendante de la trajectoire politique – ici le militantisme social. Ainsi, comme le souligne encore le collaborateur de Martine Aubry, si cette stratégie a des chances d'être reçue, c'est aussi parce que : « [Ce discours] n'est pas totalement mis en scène, mais c'est vrai qu'Aubry [elle est] ancrée dans la réalité, par rapport à d'autres mecs politiques. Effectivement, elle est quand même pas totalement déconnectée. Bon, elle vit dans le XIVème, elle a un chauffeur, etc... mais elle est pas complètement déconnectée parce qu'elle va sur le terrain, parce qu'elle a militantisme social ancien, parce que c'est vrai que Clémentine [sa fille] est un peu, l'étudiante parisienne, politisée, moyenne, assez rentre-dedans, qui rentre dans sa mère, qui remet en cause ses choix. Tout ça fait qu'effectivement elle est pas complètement dans une tour d'ivoire ».

<sup>87</sup> Selon l'analyse de Pierre Bourdieu, « Remarques provisoires sur la perception sociale des corps », *loc. cit.*

consommation», le « bon » corps ou le « beau corps »<sup>88</sup> l'est tout autant. En effet, les attributs physiques des « dominants », justement parce qu'ils sont ceux des dominants sont constitués comme « légitimes », et en retour le détenteur de ces attributs physiques socialement légitimes échappe « au regard objectivant des autres » et peut, dès lors, sur toutes les scènes sociales, éprouver son corps dans l'aisance, la grâce et le miracle.

Mais détenir un corps socialement légitime au regard de la domination sociale ne signifie pas pour autant que l'on détienne un corps politiquement légitime. Tout d'abord parce que, de même que les corps socialement illégitimes, privés du regard qui les consacre, sont toujours soumis à l'éventualité de la gaffe sociale, le corps des femmes, mises sur la place publique, n'échappent jamais à la soudaineté des émotions<sup>89</sup>. Ensuite et plus encore parce que des ressources corporelles efficaces sur d'autres scènes sociales – dans l'espace domestique et plus généralement sur toutes les scènes où se déploie l'économie symbolique<sup>90</sup> – cessent de l'être sur la scène publique. C'est pourquoi, si les femmes politiques doivent aujourd'hui être « femmes », il leur est interdit de l'être trop. Le corps d'Élisabeth Guigou, par sa minceur et sa finesse, pourrait être considéré comme l'incarnation même du corps légitime féminin. Mais il devient en politique, et son hexis avec lui, un handicap – ne fut-elle pas qualifiée au sein même de son propre parti, semble-t-il, de « poupée Barbie » ? Un handicap tel que l'article dans *Elle* s'emploie, à la suite du livre de la Garde des Sceaux<sup>91</sup>, à dissiper « la rumeur qui circule en ce moment à Paris, notre ministre n'est pas anorexique ». Une photo au Halles d'Avignon est d'ailleurs ainsi légendée : « elle n'est pas simplement une femme politique en campagne électorale, mais aussi une vraie connaisseuse, gourmande ». C'est que, sans doute, contrairement au corps légitime des femmes des catégories dominantes, celui-ci n'est pas d'abord destiné à la représentation sociale de son époux, où à des métiers plus près de l'économie symbolique que de l'économie tout court, mais à la représentation politique, et que pour ce faire, il est bien trop frêle : « Je ne suis pas du tout fragile. Comme si pour être fort, il fallait être gros », plaide la Ministre.

Ni trop masculin, ni trop féminin, le « bon » corps est-il accessible aux femmes politiques ? On peut pour finir, répondre par la négative, en rappelant à la suite de Dominique Voynet, dont l'âge, l'habillement et l'hexis sont sans doute pourtant les plus proches de la lectrice médiane de *Elle*, ce qui pourrait bien être le *double-bind* des femmes politiques en représentation :

« Je revendique une certaine simplicité, une approche directe avec les gens. Je pensais que cela serait reconnu, que les gens se diraient : "tiens, elle ne se la joue pas, elle ne s'habille pas comme une ministre, etc." Je me rends compte que cette simplicité a conduit certains à ne pas me respecter. Des élus, des hauts-fonctionnaires, des journalistes se sont demandé si j'étais "vraiment" ministre comme les autres. Les gens nous demandent d'être simples mais ne nous respectent pas si on l'est. »

En cela, en proposant aux femmes politiques un modèle inatteignable, la presse féminine ou généraliste, peut être déchiffrée à la manière dont Goffman lisait les images publicitaires :

« Au plus, ils [les publicitaires pour Goffman, les professionnels de la politique, les journalistes, pour nous] ne font que conventionnaliser nos conventions, styliser ce qui l'est déjà, faire un usage

<sup>88</sup> Sur la beauté en politique, cf. Frédérique Matonti, *Hérault de Séchelles. Les Infortunes de la beauté*, Paris, La Dispute, coll. « Instants », 1998, et « Une Beauté capitale. Hérault de Séchelles : un corps aristocratique en révolution », *Sociétés et représentations*, n°6, juin 1998, p. 309-332.

<sup>89</sup> Cf. Pierre Bourdieu, « La domination masculine », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 84, 1990, p. 2-31.

<sup>90</sup> Pierre Bourdieu, *La Distinction*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.

<sup>91</sup> Élisabeth Guigou, *Une femme au cœur de l'État. Entretiens avec Pierre Favier et Michel Martin-Roland*, Paris, Fayard, 2000.



frivole d'images décontextualisées, bref leur camelote, si l'on peut dire, c'est l'hyper-ritualisation »<sup>92</sup>.

---

<sup>92</sup> Erving Goffman, « La ritualisation de la féminité », loc. cit., p. 185.